

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT  
Genève

# **RAPPORT 2006 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

## **PREMIÈRE PARTIE: Tendances Récentes CHAPITRE 1**



**NATIONS UNIES**  
New-York et Genève, 2006

# Tendances économiques récentes

## A. Introduction

Dans le présent chapitre est examinée l'évolution économique des PMA en 2003 et 2004, soit les deux dernières années pour lesquelles des données internationales sont disponibles. Il en ressort que les résultats économiques de ces pays en tant que groupe continuent de s'améliorer. Le taux moyen de croissance de leur PIB est le plus élevé enregistré depuis une vingtaine d'années et leurs exportations de marchandises ont atteint un niveau record.

Ces bons résultats économiques sont dus en partie aux conditions favorables dont bénéficient les PMA exportateurs de pétrole en raison de la hausse des cours du pétrole. Mais ce ne sont pas les seuls pays où la croissance économique s'est accélérée. L'augmentation des prix des matières premières hors pétrole, en particulier des minéraux, a contribué à l'essor des exportations d'un certain nombre de PMA. En outre, les PMA ont enregistré une forte hausse de leurs financements extérieurs, aussi bien sous forme d'APD que d'IED. Tout comme les exportations, les entrées de capitaux étrangers dans ces pays ont atteint un niveau record, ce qui a permis d'accroître l'investissement.

Toutefois, l'augmentation des apports d'APD et des entrées d'IED est géographiquement concentrée: ce sont dans les pays touchés par un conflit, en particulier l'Afghanistan et la République démocratique du Congo, que la hausse des apports d'APD a été la plus forte et les entrées d'IED ont été principalement enregistrées dans les pays dotés de réserves pétrolières et minières. La forte dépendance à l'égard de sources extérieures pour le financement de la formation de capital ne permet pas de garantir la pérennité de la croissance économique et du bond de l'investissement récemment enregistrés. La hausse des prix internationaux des produits de base favorise les exportations d'un certain nombre de PMA. Dans le même temps, l'augmentation conjuguée des prix des denrées alimentaires et des combustibles rend vulnérables de nombreux PMA qui sont importateurs nets de denrées alimentaires et importateurs de pétrole.

## B. Croissance économique globale

En 2004, le PIB réel des PMA en tant que groupe a augmenté de 5,9 %, ce qui est le taux le plus élevé enregistré depuis une vingtaine d'années. Le taux de croissance s'est ainsi accéléré de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2003. En conséquence, en 2002-2004, le PIB réel des PMA en tant que groupe s'est accru de 5,2 % par an en moyenne contre 4,9 % en 2000-2002 et 4,4 % en 1998-2000. Toutefois, la croissance du PIB réel a été plus faible que dans le groupe des autres pays en développement, où elle s'est établie à 6,7 % en 2004 et 5,1 % en 2003.

Il ressort d'une comparaison entre les régions que, si le taux moyen de croissance du PIB réel des PMA africains et des PMA asiatiques était pratiquement comparable en 2003 (4,5 % et 4,8 % respectivement), cela n'était plus le cas en 2004, le taux enregistré dans les premiers pays étant supérieur de 1,5 point de pourcentage à celui des seconds. L'accélération de la

---

*En 2004, le PIB réel des PMA en tant que groupe a augmenté de 5,9 %, ce qui est le taux le plus élevé enregistré depuis une vingtaine d'années.*

---

---

*Tout comme les exportations, les entrées de capitaux étrangers dans ces pays ont atteint un niveau record, mais sont géographiquement très concentrées.*

---

croissance des PMA africains est également manifeste si l'on procède à des comparaisons sur une période plus longue. Le taux moyen de croissance du PIB réel des PMA africains est passé de 2,7 % par an dans les années 90 à 5,2 % par an en 2000-2004. Dans les PMA asiatiques, il s'est ralenti, passant de 5,7 % à 4,7 % entre les deux périodes (voir le tableau 1).

On constate que le taux moyen de croissance du PIB réel a été constamment plus élevé dans le groupe des PMA exportateurs de pétrole que dans celui des PMA non exportateurs de pétrole en 2002, 2003 et 2004. En 2004, les pays du premier groupe ont enregistré un taux de croissance moyen du PIB réel de 7,9 % contre 5,3 % pour ceux du second groupe. Toutefois, l'année précédente, le taux de croissance moyen du PIB réel était de 5,1 % et 4,5 % respectivement. Par conséquent, même si elle en a été le moteur, la forte progression enregistrée dans les PMA exportateurs de pétrole, elle-même liée à la hausse des prix du pétrole, n'est pas la cause exclusive de l'accélération de la croissance des PMA. En 2004, le taux de croissance du PIB réel a été de 6 % au moins dans 4 PMA exportateurs de pétrole et dans 11 PMA non exportateurs de pétrole. Sur ces 15 PMA, 12 se trouvent en Afrique.

Le tableau 2 illustre les différences de taux de croissance des PMA. En 2004, le taux de croissance du PIB réel par habitant a diminué ou stagné dans 15 des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles.

Malgré la croissance élevée du PIB réel des PMA, il convient de noter, comme le montre le tableau 3, que le ratio épargne intérieure brute/PIB est resté bas en 2003, soit 13,4 %, et a même diminué pour atteindre 11 % en 2004. Dans ce domaine, les PMA ne soutiennent pas bien la comparaison avec le groupe des pays à revenu faible ou intermédiaire, où ce ratio a été plus de deux fois supérieur au leur au cours de ces deux années. Le ratio formation brute de capital/PIB dans les PMA était aussi inférieur à celui du groupe des pays à revenu faible ou intermédiaire — de 4,1 et 5,6 points de pourcentage respectivement en 2003 et 2004. Alors que le déficit des ressources intérieures s'est aggravé dans le groupe des PMA, passant de -7,6 % en 2003 à -9,7 % en 2004, le groupe des pays à revenu faible ou intermédiaire a enregistré un excédent croissant. Globalement, par rapport au groupe des pays à revenu faible ou intermédiaire, le groupe des PMA a donc accru sa forte dépendance à l'égard des sources extérieures pour financer sa formation de capital en 2003 et 2004.

TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB RÉEL PAR HABITANT DES PMA ET DES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1999–2000, 2000–2002 ET 2002–2004  
(Taux annuel moyen, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel					Taux de croissance du PIB réel par habitant				
	1990-2000	2000-2002	2002-2004	2003	2004	1990-2000	2000-2002	2002-2004	2003	2004
Pays les moins avancés	3,9	4,9	5,2	4,6	5,9	1,1	2,6	3,0	2,3	3,6
dont:										
Bangladesh	4,8	4,8	5,4	5,3	5,5	3,0	3,0	3,6	3,4	3,7
Autres PMA	3,5	4,9	5,2	4,4	6,0	0,5	2,4	2,8	1,9	3,7
PMA africains	2,7	5,2	5,5	4,5	6,5	0,0	2,7	3,1	2,1	4,2
PMA asiatiques	5,7	4,6	4,9	4,8	5,0	2,8	2,6	2,9	2,8	3,0
PMA insulaires <sup>a</sup>	..	2,2	4,2	3,4	5,0	..	0,4	1,0	0,2	1,8
Autres pays en développement	4,9	3,0	5,9	5,1	6,7	3,2	1,7	4,6	3,8	5,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne, décembre 2005.

Notes: Le PIB réel est mesuré en dollars constants de 2000.

Aucune donnée n'était disponible pour l'Afghanistan, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu.

Le groupe des autres pays en développement est composé de 69 pays en développement qui ne sont pas des PMA et pour lesquels des données sur le PIB réel étaient disponibles.

<sup>a</sup> Dans les années 90, aucune donnée n'était disponible pour les Maldives et le Timor-Leste.

Le groupe des PMA a accru sa forte dépendance à l'égard des sources extérieures pour financer sa formation de capital en 2003 et 2004.

Les écarts de taux de croissance des PMA peuvent s'expliquer par des différences dans l'accès aux ressources extérieures.

TABLEAU 2. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB RÉEL PAR HABITANT  
DES PMA, PAR PAYS, 2002-2004, 2003 ET 2004

(Taux annuel moyen, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel			Taux de croissance du PIB réel par habitant		
	2002-2004	2003	2004	2002-2004	2003	2004
<b>Groupe 1 (Pays dont le taux de croissance du PIB réel était égal ou supérieur à 6 % en 2004)</b>						
Tchad <sup>a</sup>	20,7	11,3	31,0	17,4	8,2	27,4
Éthiopie	4,5	-3,7	13,4	2,4	-5,6	11,2
Angola <sup>a</sup>	7,3	3,4	11,2	4,0	0,4	7,7
Guinée équatoriale <sup>a</sup>	12,3	14,7	10,0	9,6	11,9	7,4
Maldives	8,6	8,4	8,8	6,2	6,0	6,5
Gambie	7,5	6,7	8,3	5,2	4,3	6,2
Mozambique	7,4	7,1	7,8	5,5	5,1	5,9
Sierra Leone	8,3	9,2	7,4	6,3	7,1	5,4
Mauritanie	7,4	8,3	6,6	5,2	5,9	4,5
Rép. démocratique du Congo	5,9	5,6	6,3	2,8	2,5	3,2
République-Unie de Tanzanie	6,7	7,1	6,3	4,6	5,0	4,3
Cambodge	5,7	5,3	6,0	3,9	3,5	4,2
Soudan <sup>a</sup>	6,0	6,0	6,0	3,6	3,6	3,5
Rép. démocratique populaire lao	5,7	5,3	6,0	3,3	2,9	3,6
Sénégal	6,2	6,5	6,0	3,9	4,0	3,8
<b>Groupe 2 (Pays dont le taux de croissance du PIB réel était supérieur à 3 % mais inférieur à 6 % en 2004)</b>						
Ouganda	5,2	4,7	5,7	2,5	1,9	3,1
Bangladesh	5,4	5,3	5,5	3,6	3,4	3,7
Burundi	2,1	-1,2	5,5	0,2	-3,1	3,5
Cap-Vert	5,2	5,0	5,5	2,7	2,4	2,9
Madagascar	7,5	9,8	5,3	4,7	6,8	2,6
Bhoutan	5,8	6,7	4,9	3,1	3,9	2,3
Zambie	4,9	5,1	4,6	3,4	3,5	3,2
Sao Tomé-et-Principe	4,5	4,5	4,5	2,4	2,4	2,4
Guinée-Bissau	2,4	0,6	4,3	-0,5	-2,3	1,3
Burkina Faso	5,2	6,5	3,9	2,8	4,1	1,6
Malawi	4,1	4,4	3,8	2,0	2,3	1,8
Îles Salomon	4,4	5,1	3,8	1,3	2,0	0,7
Népal	3,4	3,1	3,7	1,2	0,8	1,6
Rwanda	2,3	1,0	3,7	0,8	-1,8	3,5
Samoa	1,1	-1,0	3,2	0,3	-2,0	2,6
Lesotho	3,2	3,3	3,0	2,2	2,4	2,1
Djibouti	3,3	3,5	3,0	1,7	1,8	1,6
Togo	2,8	2,7	3,0	0,7	0,5	0,8
Vanuatu	2,7	2,4	3,0	0,4	0,2	0,7
<b>Groupe 3 (Pays dont le taux de croissance du PIB réel était inférieur à 3 % en 2004)</b>						
Yémen <sup>a</sup>	2,9	3,1	2,7	-0,2	0,1	-0,4
Bénin	3,3	3,9	2,7	0,7	1,3	0,2
Guinée	1,9	1,2	2,6	-0,2	-0,9	0,5
Mali	4,8	7,4	2,2	2,3	4,9	-0,3
Libéria	-16,1	-31,0	2,0	-18,0	-32,6	-0,2
Comores	2,0	2,1	1,9	-0,4	-0,3	-0,5
Timor-Leste	-2,3	-6,2	1,8	-7,3	-11,0	-3,5
Kiribati	2,1	2,5	1,8	0,5	0,7	0,3
Érythrée	2,4	3,0	1,8	0,3	0,8	-0,2
Niger	3,1	5,3	0,9	0,2	2,3	-1,9
République centrafricaine	-2,3	-5,4	0,9	-3,9	-6,9	-0,8
Haïti	-1,7	0,4	-3,8	-3,5	-1,4	-5,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne, décembre 2005.

Notes: Le PIB réel est mesuré en dollars constants de 2000.

Aucune donnée n'était disponible pour l'Afghanistan, le Myanmar, la Somalie et Tuvalu.

a PMA exportateur de pétrole.

TABLEAU 3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL ET ÉPARGNE INTÉRIEURE BRUTE DANS LES PMA, 2000–2004

(En pourcentage du PIB)

	Formation brute de capital			Épargne intérieure brute			Déficit de ressources intérieures <sup>a</sup>		
	2000	2003	2004	2000	2003	2004	2000	2003	2004
Angola	12,7	12,8	11,6	63,0	36,7	..	-50,3	-23,9	..
Bangladesh	23,9	23,4	23,4	17,8	17,6	17,0	6,1	5,8	6,4
Bénin	18,9	18,6	20,3	6,0	5,5	-1,3	12,9	13,2	21,6
Bhoutan	48,4	..	..	19,5	..	..	28,8	..	..
Burkina Faso	22,7	18,7	19,1	6,5	3,9	4,8	16,2	14,8	14,3
Burundi	9,1	15,3	10,6	-5,7	4,3	-5,6	14,7	11,0	16,2
Cambodge	17,2	22,8	22,7	5,2	13,0	12,3	12,0	9,8	10,4
Cap-Vert	19,7	20,2	21,6	-14,2	-16,0	-12,6	33,9	36,2	34,2
Comores	13,1	11,8	10,5	-1,4	0,6	..	14,5	11,1	..
Djibouti	12,9	..	..	-5,3	..	..	18,2	..	..
Érythrée	31,9	22,4	21,8	-34,7	-62,9	-51,1	66,6	85,4	72,8
Éthiopie	15,9	20,5	19,8	0,9	1,0	1,3	15,0	19,4	18,6
Gambie	17,4	19,2	23,9	8,1	14,6	19,6	9,3	4,6	4,3
Guinée	22,0	9,9	10,5	16,8	7,4	8,6	5,1	2,5	1,9
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	11,3	12,4	12,4	-8,5	-1,1	4,0	19,8	13,5	8,4
Haïti	27,3	31,0	23,3	6,6	..	..	20,7	..	..
Lesotho	42,2	44,3	41,1	-20,4	-24,1	-24,2	62,6	68,4	65,3
Libéria	..	8,7	13,5	..	..	..	..	8,7	13,5
Madagascar	15,0	17,9	24,4	7,7	7,8	8,8	7,3	10,1	15,5
Malawi	13,6	11,2	11,1	-2,8	-5,0	0,0	16,4	16,2	11,2
Maldives	26,3	..	..	44,2	51,4	..	-17,9	..	..
Mali	24,6	23,9	19,7	9,7	18,9	..	14,9	4,9	..
Mauritanie	30,5	..	..	15,0	3,2	1,6	15,5	..	..
Mozambique	21,1	26,9	22,2	10,6	11,3	..	10,5	15,6	..
Myanmar	12,4	..	..	12,4	..	..	0,1	..	..
Népal	24,3	25,8	..	15,2	13,7	12,9	9,1	12,1	..
Niger	11,4	14,2	15,9	3,5	5,0	7,6	7,9	9,2	8,3
Ouganda	19,8	20,7	21,7	7,9	6,6	7,9	11,9	14,0	13,8
République centrafricaine	10,8	6,0	6,9	7,8	11,9	..	3,1	-5,9	..
Rép. démocratique du Congo	3,5	13,7	17,6	4,8	..	..	-1,4	..	..
Rép. démocratique populaire lao	21,1	22,0	18,9	16,8	20,5	..	4,3	1,5	..
République-Unie de Tanzanie	17,6	18,6	19,2	9,3	9,5	..	8,3	9,1	..
Rwanda	17,5	18,4	20,8	1,4	1,1	..	16,1	17,3	..
Sao Tomé-et-Principe	43,5	30,1	33,1	-6,0	-14,4	-17,9	49,5	44,5	51,0
Sénégal	18,5	20,1	21,0	8,6	8,0	10,0	10,0	12,0	11,0
Sierra Leone	8,0	14,3	19,6	-8,2	-11,5	-10,7	16,2	25,8	30,3
Soudan	17,9	18,2	20,0	20,0	24,7	5,9	-2,1	-6,5	14,1
Tchad	22,4	55,0	24,7	2,1	21,0	43,2	20,3	34,0	-18,5
Timor-Leste	33,0	27,0	..	-50,0	..	..	83,0	..	..
Togo	17,8	18,9	18,0	-2,2	5,3	4,5	20,0	13,6	13,5
Yémen	17,3	16,9	17,0	24,9	12,4	9,3	-7,6	4,4	7,7
Zambie	18,7	26,1	24,6	8,3	18,7	18,9	10,4	7,4	5,7
PMA	19,5	21,1	20,7	13,7	13,4	11,0	-5,8	-7,6	-9,7
Pays à revenu faible ou intermédiaire	24,4	25,1	26,3	25,2	26,7	27,1	0,8	1,6	0,8

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne, décembre 2005.

a Formation brute de capital en pourcentage du PIB moins épargne intérieure brute en pourcentage du PIB.

Les écarts de taux de croissance des PMA peuvent s'expliquer par des différences dans l'accès aux ressources extérieures provenant de l'APD, de l'IED et des exportations. Le tableau 4 montre que les PMA où le taux de croissance du PIB réel a le plus augmenté en 2004 (groupe 1) sont, en moyenne, ceux dans lesquels le ratio IED et exportations de marchandises/PIB était le plus élevé en 2004 et s'est le plus fortement accru au cours des cinq dernières années. Par contre, les PMA qui ont affiché en moyenne le taux de

TABLEAU 4. DÉPENDANCE DES PMA À L'ÉGARD DES FINANCEMENTS EXTÉRIEURS ET DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES, 2000 ET 2004

(En pourcentage du PIB)

	Appports nets d'APD			Appports nets d'IED			Exportations		
	2000	2004	Variation en point de pourcentage	2000	2004	Variation en point de pourcentage	2000	2004	Variation en point de pourcentage
<b>Groupe 1 (pays dont le taux de croissance du PIB réel était égal ou supérieur à 6 % en 2004)</b>									
Angola	3,4	5,7	2,3	9,6	10,2	0,6	86,8	67,4	-19,4
Cambodge	11,1	10,4	-0,7	4,1	2,9	-1,3	39,0	52,5	13,6
Éthiopie	10,6	22,6	12,0	2,1	6,7	4,7	7,4	7,3	-0,1
Gambie	11,7	15,3	3,6	10,3	14,5	4,1	3,6	4,8	1,3
Guinée équatoriale	1,6	0,9	-0,7	8,0	51,4	43,4	81,8	89,9	8,1
Maldives	3,1	3,8	0,7	2,1	1,7	-0,4	17,5	22,8	5,4
Mauritanie	22,6	13,3	-9,3	4,3	22,1	17,8	38,1	23,2	-14,9
Mozambique	23,8	22,2	-1,6	3,8	2,4	-1,4	9,9	16,7	6,8
Rép. dém. du Congo	4,3	27,6	23,4	0,5	13,7	13,2	17,7	21,5	3,8
Rép. dém. pop. Lao	16,4	11,2	-5,2	2,0	0,7	-1,3	19,2	18,9	-0,3
Rép.-Unie de Tanzanie	11,3	16,1	4,8	3,1	4,3	1,2	7,3	12,3	5,0
Sénégal	9,7	13,7	4,0	1,4	0,9	-0,5	21,0	20,0	-1,1
Sierra Leone	28,8	33,5	4,7	6,1	0,5	-5,7	2,1	12,9	10,9
Soudan	1,8	4,5	2,7	3,2	7,7	4,5	14,8	19,3	4,5
Tchad	9,4	7,5	-1,9	8,3	11,2	2,9	13,2	36,1	23,0
<b>Groupe 2 (pays dont le taux de croissance du PIB réel était supérieur à 3 % mais inférieur à 6 % en 2004)</b>									
Bangladesh	2,6	2,5	-0,1	0,6	0,8	0,2	14,1	14,7	0,7
Bhoutan	10,9	11,7	0,7	0,0	0,1	0,2	21,1	26,0	4,9
Burkina Faso	12,9	12,7	-0,3	0,9	0,7	-0,2	8,0	9,2	1,2
Burundi	13,7	53,4	39,8	1,7	0,5	-1,3	7,4	7,2	-0,2
Cap-Vert	17,7	14,8	-2,9	6,1	2,2	-4,0	2,1	1,3	-0,8
Djibouti	12,9	9,8	-3,2	0,6	5,0	4,4	5,8	6,2	0,4
Guinée-Bissau	37,3	27,4	-9,9	0,3	1,8	1,5	28,8	28,9	0,1
Îles Salomon	22,9	50,8	27,9	0,5	-2,1	-2,5	21,7	41,4	19,7
Lesotho	4,3	7,5	3,2	3,7	3,8	0,1	25,6	43,3	17,7
Madagascar	8,3	28,3	20,0	2,1	1,0	-1,1	21,3	21,3	0,1
Malawi	25,6	26,3	0,7	1,5	0,9	-0,6	21,7	24,9	3,2
Népal	7,1	6,4	-0,7	0,0	0,1	0,2	14,6	11,3	-3,4
Ouganda	13,9	17,0	3,1	3,1	3,5	0,4	7,8	9,4	1,6
Rwanda	17,8	25,4	7,6	0,4	0,6	0,1	2,9	5,3	2,4
Samoa	11,9	8,6	-3,2	-0,7	0,2	0,8	6,1	3,0	-3,0
Togo	5,3	3,0	-2,2	3,1	2,9	-0,2	34,6	31,0	-3,6
Vanuatu	18,7	12,1	-6,6	8,3	6,9	-1,4	11,0	11,1	0,0
Zambie	24,6	20,1	-4,5	3,8	6,2	2,4	20,6	21,9	1,3
<b>Groupe 3 (pays dont le taux de croissance du PIB réel était inférieur à 3 % en 2004)</b>									
Bénin	10,6	9,3	-1,3	2,6	1,5	-1,2	17,4	16,5	-0,9
Comores	9,2	6,8	-2,4	0,0	0,5	0,5	3,4	3,8	0,4
Érythrée	27,8	28,1	0,3	4,4	3,2	-1,2	3,0	5,4	2,4
Guinée	4,9	8,0	3,1	0,3	2,9	2,5	21,4	18,0	-3,4
Haiti	5,3	6,9	1,6	0,3	0,2	-0,2	8,0	11,1	3,0
Mali	14,8	11,7	-3,2	3,4	3,7	0,3	22,7	23,1	0,3
Niger	11,7	17,4	5,7	0,5	0,6	0,2	15,7	12,0	-3,7
Rép. centrafricaine	7,9	7,9	0,0	0,1	-1,0	-1,0	16,9	11,3	-5,6
Yémen	2,8	2,0	-0,8	0,1	-0,2	-0,2	43,2	39,8	-3,4
<b>Groupe 1</b>	<b>11,3</b>	<b>13,9</b>	<b>2,6</b>	<b>4,6</b>	<b>10,1</b>	<b>5,5</b>	<b>25,3</b>	<b>28,4</b>	<b>3,1</b>
<b>Groupe 2</b>	<b>14,9</b>	<b>18,8</b>	<b>3,9</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>15,3</b>	<b>17,6</b>	<b>2,3</b>
<b>Groupe 3</b>	<b>10,6</b>	<b>10,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,0</b>	<b>16,9</b>	<b>15,7</b>	<b>-1,2</b>

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, données en ligne, décembre 2005 et CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales et *Manuel de statistiques 2005*.

Notes: Les données sur l'Afghanistan, Kiribati, le Myanmar, la Somalie, le Timor-Leste et Tuvalu sont insuffisantes. Les moyennes des groupes sont des moyennes simples. Le Libéria et Sao Tomé-et-Principe sont atypiques et sont donc exclus des estimations.

croissance du PIB réel le plus faible en 2004 (groupe 3) sont ceux dans lesquels le ratio IED, APD nette et exportations de marchandises/PIB était le plus bas et avait le plus faiblement progressé au cours des cinq dernières années. Les pays se trouvant dans une situation intermédiaire (groupe 2) sont ceux dans lesquels le ratio APD nette/PIB était le plus élevé et avait le plus augmenté entre 2000 et 2004.

---

*La pérennité de la croissance du PIB réel des PMA dépendra aussi en partie de la manière dont l'APD, l'IED et les exportations seront utilisés de manière productive dans l'économie.*

---

Globalement, il est fort probable que la croissance élevée des PMA en 2004 était due à la conjugaison de tendances favorables dans les domaines des exportations de marchandises et du financement extérieur. La pérennité de la croissance du PIB réel des PMA dépendra aussi en partie de la manière dont l'APD, l'IED et les exportations seront utilisés de manière productive dans l'économie afin de contribuer à la formation de capital des pays et de promouvoir une croissance inclusive.

## C. Évolution du commerce des marchandises

### 1. SITUATION GÉNÉRALE

---

*Le déficit commercial de ces pays a diminué pour s'établir à -6,6 milliards de dollars en 2004 contre -10,5 milliards de dollars en 2003. Cette amélioration est toutefois imputable quasi exclusivement aux PMA exportateurs de pétrole.*

---

Il ressort des données de la CNUCED sur le commerce des marchandises que les recettes d'exportation des PMA ont totalisé 57,8 milliards de dollars en 2004, soit 18,4 milliards et 11,9 milliards de dollars de plus qu'en 2002 et 2003 respectivement (voir le tableau 5). Malgré cette croissance spectaculaire, les PMA ne représentaient que 0,6 % des exportations mondiales de marchandises. Les hausses enregistrées en 2003 et 2004 étaient dues à hauteur de 52,7 % et 55,6 % respectivement aux quatre PMA exportateurs traditionnels de pétrole — Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen. La part des exportations de ces quatre pays dans les exportations totales de marchandises des PMA a augmenté régulièrement pour passer de 36,3 % en 2001 à 43,8 % en 2004. Du fait d'une croissance moindre des importations totales de marchandises des PMA, le déficit commercial de ces pays a diminué pour s'établir à -6,6 milliards de dollars en 2004 contre -10,5 milliards de dollars en 2003. Cette amélioration est toutefois imputable quasi exclusivement aux PMA exportateurs de pétrole. Si ces derniers étaient exclus, le déficit commercial des PMA s'aggraverait, passant de -18,2 milliards de dollars en 2003 à -18,6 milliards de dollars en 2004. En fait, à l'exception du Soudan, tous les PMA exportateurs de pétrole ont constamment affiché un excédent commercial depuis 1999. En outre, le Tchad, qui a commencé à exporter du pétrole au dernier trimestre de 2003, a enregistré pour la première fois un excédent commercial en 2004. La balance du commerce des marchandises s'est détériorée dans 28 pays en 2002, 35 en 2003 et 33 en 2004.

---

*Même si les exportations des PMA exportateurs de pétrole ont augmenté de manière spectaculaire, il convient de noter que les PMA non exportateurs de pétrole ont aussi obtenu de bons résultats en 2003 et 2004.*

---

Comme il est indiqué dans le graphique 1, cinq des six PMA dans lesquels la valeur des exportations de marchandises a augmenté le plus entre 2003 et 2004 sont des exportateurs de pétrole. La hausse des cours du pétrole a joué un rôle particulièrement important en 2004, lorsque, selon les estimations du secrétariat de la CNUCED, l'indice des prix du pétrole brut a augmenté de 30 % environ. Même si les exportations des PMA exportateurs de pétrole ont augmenté de manière spectaculaire, il convient de noter que les PMA non exportateurs de pétrole ont aussi obtenu de bons résultats en 2003 et 2004, années où le taux nominal de croissance des exportations de marchandises s'est établi en moyenne à 19,9 % et 35,3 % respectivement dans les PMA traditionnellement exportateurs de pétrole<sup>1</sup> contre 14,4 % et 19,5 % respectivement dans les PMA non exportateurs de pétrole.

TABLEAU 5. EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE  
DES PMA PAR GROUPE, 2000–2004

	2001	2002	2003	2004	2000- 2004	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004
	(En millions de dollars)				(Variation en pourcentage) <sup>a</sup>			
<b>Exportations de marchandises</b>								
PMA	36 056	39 397	45 929	57 839	60,7	9,3	16,6	25,9
dont:								
Exportateurs de pétrole	13 075	15 625	18 727	25 345	70,1	19,5	19,9	35,3
Exportateurs de produits autres que le pétrole	22 981	23 772	27 202	32 494	54,0	3,4	14,4	19,5
PMA africains	21 313	23 724	28 991	37 170	78,6	11,3	22,2	28,2
Moins les exportateurs de pétrole	11 453	11 557	14 024	16 934	69,5	0,9	21,3	20,8
PMA asiatiques	14 521	15 423	16 638	20 312	35,9	6,2	7,9	22,1
PMA insulaires	223	252	301	357	48,8	13,0	19,4	18,6
<b>Importations de marchandises</b>								
PMA	46 308	47 867	56 474	64 435	49,8	3,4	18,0	14,1
dont:								
Exportateurs de pétrole	8 564	9 290	11 068	13 267	80,1	8,5	19,1	19,9
Exportateurs de produits autres que le pétrole	37 744	38 577	45 406	51 168	43,5	2,2	17,7	12,7
PMA africains	26 831	28 546	34 251	40 929	69,9	6,4	20,0	19,5
Moins les exportateurs de pétrole	34 193	34 757	41 082	45 487	38,4	1,6	18,2	10,7
PMA asiatiques	18 373	18 167	20 875	21 896	22,4	-1,1	14,9	4,9
PMA insulaires	1 105	1 154	1 346	1 610	53,2	4,4	16,6	19,6
<b>Balance commerciale</b>								
PMA	-10 252	-8 470	-10 545	-6 596	-6,1	-17,4	24,5	-37,4
dont:								
Exportateurs de pétrole	4 511	6 335	7 659	12 078	60,3	40,4	20,9	57,7
Exportateurs de produits autres que le pétrole	-14 763	-14 805	-18 204	-18 674	28,3	0,3	23,0	2,6
PMA africains	-5 518	-4 822	-5 260	-3 759	14,9	-12,6	9,1	-28,5
Moins les exportateurs de pétrole	-22 740	-23 200	-27 058	-28 553	24,9	2,0	16,6	5,5
PMA asiatiques	-3 852	-2 744	-4 237	-1 584	-46,1	-28,8	54,4	-62,6
PMA insulaires	-882	-902	-1 045	-1 253	54,5	2,3	15,9	19,9

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, *Manuel de statistiques 2005*.

Notes: Les estimations sont basées sur un groupe de 49 PMA pour lesquels des données sont disponibles. Aucune donnée n'est disponible pour le Timor-Leste. Le Tchad ne figure pas comme exportateur de pétrole dans le présent tableau.

a Variation en pourcentage des valeurs du commerce entre l'année initiale et l'année finale.

Si l'on compare les régions, on constate qu'en 2003 les PMA africains ont enregistré de meilleurs résultats que les PMA asiatiques, même si l'on exclut les pays exportateurs de pétrole. Toutefois, en 2004, les résultats du groupe des PMA asiatiques ont été meilleurs que ceux du groupe des PMA africains non exportateurs de pétrole (taux nominal de croissance de 22,1 % contre 20,8 % respectivement). Une répartition par pays montre que quelques PMA n'ont pas participé à l'essor des exportations de marchandises de ce groupe de pays (voir le graphique 1). Entre 2002 et 2003, la valeur nominale des exportations a en fait diminué en République centrafricaine, en Gambie, en Guinée, en Mauritanie, au Myanmar et en Somalie. Entre 2003 et 2004, les exportations ont baissé au Cap-Vert, en Érythrée, au Libéria, au Malawi et à Samoa. Par contre, l'Angola, le Bangladesh, le Cambodge, la Guinée équatoriale, le Sénégal, le Soudan et le Yémen figuraient parmi les 10 pays ayant enregistré les meilleurs résultats pendant ces deux périodes sur le plan de la valeur nominale des exportations. Au Bangladesh, au Cambodge et au Sénégal, ce sont les exportations d'articles manufacturés qui en ont été le moteur, alors que pour d'autres c'étaient les exportations de pétrole.

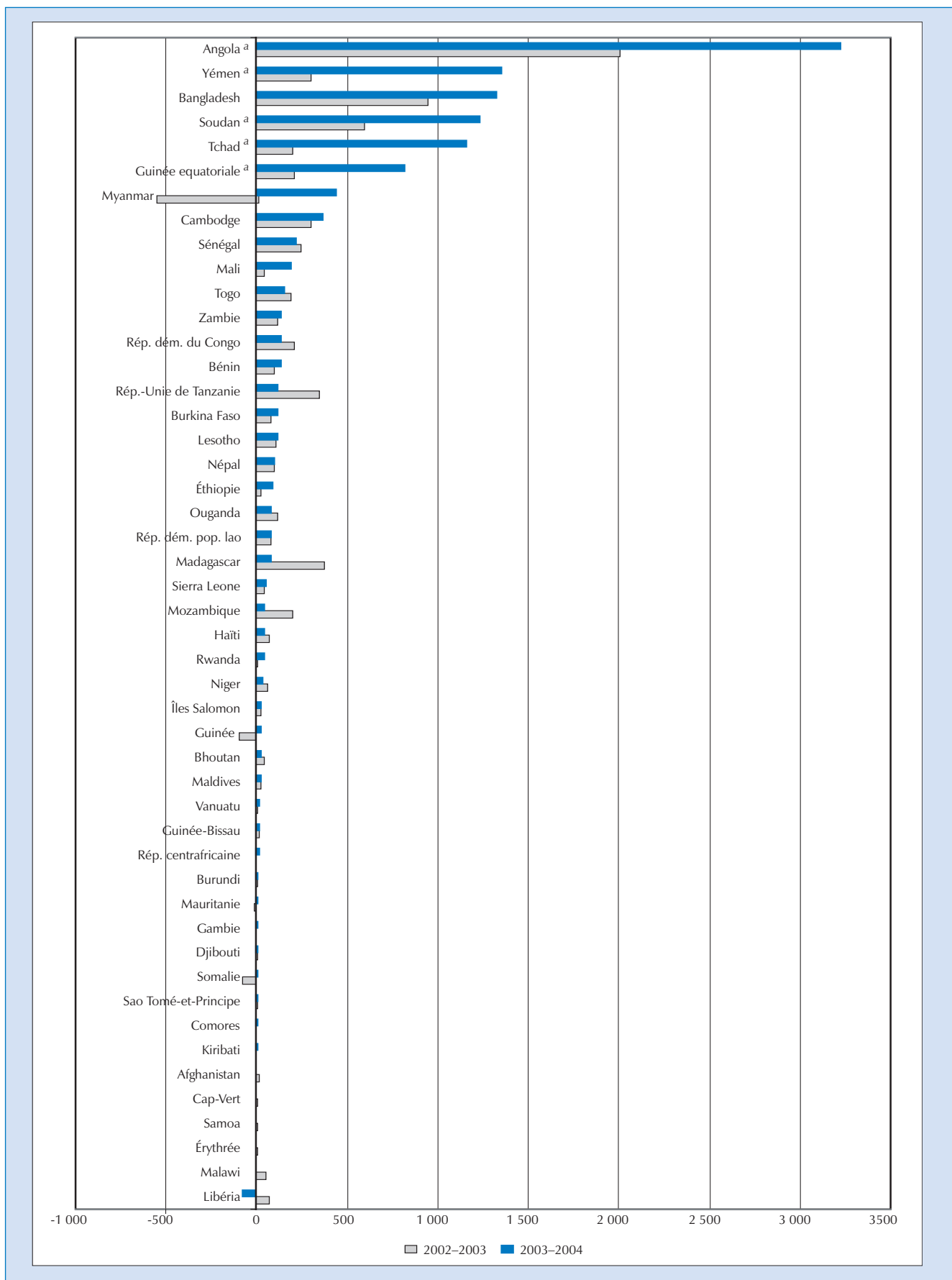
*L'amélioration des résultats à l'exportation d'un grand nombre de PMA en 2003 et 2004 a été soutenue par la hausse des prix internationaux des produits de base exportés par ces pays.*

## 2. ÉVOLUTION DES PRIX INTERNATIONAUX DES PRODUITS DE BASE

L'amélioration des résultats à l'exportation d'un grand nombre de PMA en 2003 et 2004 a été soutenue par la hausse des prix internationaux des produits de base. Entre 2002 et 2003, l'indice du prix moyen des denrées alimentaires,



GRAPHIQUE 1. VARIATION DE LA VALEUR NOMINALE DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES DES PMA, 2002-2003 ET 2003-2004  
(En millions de dollars)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, *Manuel de statistiques*, 2005.

Notes: Les estimations sont basées sur un groupe de 49 PMA pour lesquels des données sont disponibles. Aucune donnée n'est disponible pour le Timor-Leste.

a PMA exportateur de pétrole. Le Tchad a commencé à exporter du pétrole au dernier trimestre 2003.

des matières premières agricoles et des minéraux, métaux et minerais a augmenté de 3,9 %, 19,1 % et 12,6 % respectivement. Entre 2003 et 2004, la hausse s'est établie en moyenne à 13,1 % pour les denrées alimentaires, à 39,8 % pour les minéraux, métaux et minerais, et à 9,8 % pour les matières premières agricoles. L'indice des prix du pétrole brut a progressé de 15,8 % entre 2002 et 2003 et de 30,7 % entre 2003 et 2004.

Toutefois, l'évolution des prix est très contrastée et touche de manière différente les PMA. Les données disponibles sur les produits de base hors pétrole qui revêtent une importance pour le commerce des PMA montrent que, en 2004, les prix du café, du thé, du sucre et du tabac étaient en fait inférieurs à ceux de 2000. Par contre, il semble que ceux du cacao, des bois non conifères, du cuivre, de l'or et du pétrole brut aient augmenté d'au moins un tiers (voir le tableau 6).

TABLEAU 6. INDICES DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES IMPORTANTS POUR LES PMA, 2001–2004  
(2000 = 100)

	2001	2002	2003	2004
Produits alimentaires et assimilés	100	103	107	121
Café (Arabicas)	72	72	74	93
Café (Robustas)	66	72	88	86
Cacao	123	200	198	174
Thé	80	72	78	80
Sucre	106	84	87	88
Farine de poisson	118	147	148	157
Matières premières agricoles	96	94	112	123
Coton	81	78	107	104
Bois non conifères	98	105	118	136
Tabac	100	92	89	92
Minéraux, minerais et métaux	89	87	98	137
Aluminium	93	87	92	111
Minerai de fer	105	103	112	132
Cuivre, qualité A	87	86	98	158
Cuivre, barres à fil	87	86	97	153
Or	97	111	130	147
<i>Pour mémoire:</i>				
Pétrole brut	87	88	102	134
Indice de la valeur unitaire des articles manufacturés exportés par les pays développés	98	98	107	115

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, *Bulletin des prix des produits de base*, diverses livraisons.

### 3. STRUCTURE DU COMMERCE DES MARCHANDISES

D'après les données de la CNUCED, les produits de base ont constitué près des deux tiers des marchandises exportées par les PMA en tant que groupe et plus d'un tiers de leurs importations totales de marchandises en 2000-2003. Comme l'illustre le tableau 7, les exportations de combustibles étaient pendant cette période la principale source de recettes d'exportation pour les PMA et ont dépassé les articles manufacturés, qui sont devenus la deuxième source. Pendant cette période, les exportations de combustibles ont représenté 40 % des recettes totales d'exportation de marchandises, contre 33 % en moyenne pour les exportations d'articles manufacturés. Les denrées alimentaires arrivaient en troisième position (14 % des exportations totales de marchandises des PMA), suivies des matières premières agricoles (6 %) et des minéraux, métaux et minerais (5 %).

TABLEAU 7. STRUCTURE DU COMMERCE DE MARCHANDISES DANS LES PMA, 2000–2003  
(Secteurs en pourcentage des exportations, des importations et de la balance commerciale)

	En % des exportations totales des PMA	En % des importations totales des PMA	En % de la balance commerciale des PMA dans le secteur
Produits alimentaires et assimilés	13,6	19,6	-38,6
Matières premières agricoles	6,0	2,5	8,6
Combustibles	39,7	11,1	79,5
Métaux et minerais	5,3	1,2	11,5
Articles manufacturés:	32,8	62,7	-157,5
Produits chimiques	1,6	9,3	-33,7
Autres articles manufacturés	29,6	27,6	-21,4
Machines et matériel de transport	1,6	25,8	-102,4
Divers	2,7	2,9	-3,6
Produits primaires	64,6	34,4	61,1
Produits primaires hors combustibles	24,8	23,3	-18,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après les données de la base COMTRADE de l'ONU.

Notes: Aucune donnée n'est disponible pour le Timor-Leste.

Les produits ont été classés par secteur conformément à la CTCL, Rev.2 (position à 3 chiffres). Les produits alimentaires et assimilés correspondent aux codes 0+1+22+4; les matières premières agricoles aux codes 2 moins (22+27+28); les combustibles au code 3; les minerais et les métaux aux codes 27+28+68; les articles manufacturés aux codes 5 à 8 moins 68; les produits chimiques au code 5; les autres articles manufacturés aux codes 6+8 moins 68; les machines et le matériel de transport au code 7. Les produits primaires sont la somme de tous les secteurs à l'exception des articles manufacturés et des marchandises diverses. Les produits primaires hors combustibles sont les produits primaires à l'exclusion des combustibles.

Des valeurs négatives impliquent un déficit dans le secteur concerné.

*La majorité des PMA auraient plutôt été pénalisés par l'envolée récente du prix du baril. Les importations de produits pétroliers ont représenté 10,7 % des importations totales de marchandises des PMA en 2000-2003.*

Pendant la même période, les PMA en tant que groupe ont enregistré un excédent commercial dans les combustibles, les matières premières agricoles et les minéraux, métaux et minerais. Toutefois, l'excédent commercial des PMA dans le secteur des combustibles était dû aux quelques pays exportateurs de pétrole. La majorité des PMA auraient plutôt été pénalisés par l'envolée récente du prix du baril. Les importations de produits pétroliers<sup>2</sup> ont représenté 10,7 % des importations totales de marchandises des PMA en 2000-2003, contre 8,9 % pour le groupe des autres pays en développement.

Il est intéressant de constater que, si les combustibles avaient été exclus de leur balance commerciale, les PMA auraient été importateurs nets de produits de base en 2000-2003. Cette évolution est manifeste depuis 1998 et s'explique par l'aggravation du déficit commercial des PMA dans le secteur des denrées alimentaires, lequel a dépassé l'excédent commercial traditionnel de ces pays dans les matières premières agricoles et les minéraux, métaux et minerais. Par contre, les autres pays en développement (à l'exclusion de la Chine) sont restés des exportateurs nets de produits de base pendant l'ensemble de la période 1990-2003, même en excluant les combustibles.

*Si les combustibles avaient été exclus de leur balance commerciale, les PMA auraient été importateurs nets de produits de base en 2000-2003 du fait de l'aggravation de leur déficit commercial dans le secteur des denrées alimentaires.*

Même si les exportations de denrées alimentaires constituaient 13,6 % des exportations totales des PMA en 2000-2003, la majorité écrasante de ces pays étaient importateurs nets de produits alimentaires, lesquels représentaient en moyenne près d'un cinquième de leurs importations totales. Le groupe des autres pays en développement était moins tributaire du commerce de denrées alimentaires, qui représentait 7 % de leurs exportations et importations totales. Il convient de noter que la capacité des PMA d'importer des denrées alimentaires s'est gravement détériorée pendant la période 1997-2003 en raison de l'augmentation considérable de leur facture. Entre 2002 et 2003, le coût des importations alimentaires des PMA a augmenté de plus de 1 milliard pour atteindre 7,6 milliards de dollars en 2003, tandis que leurs recettes d'exportation de denrées alimentaires diminuaient de 0,2 milliard de dollars

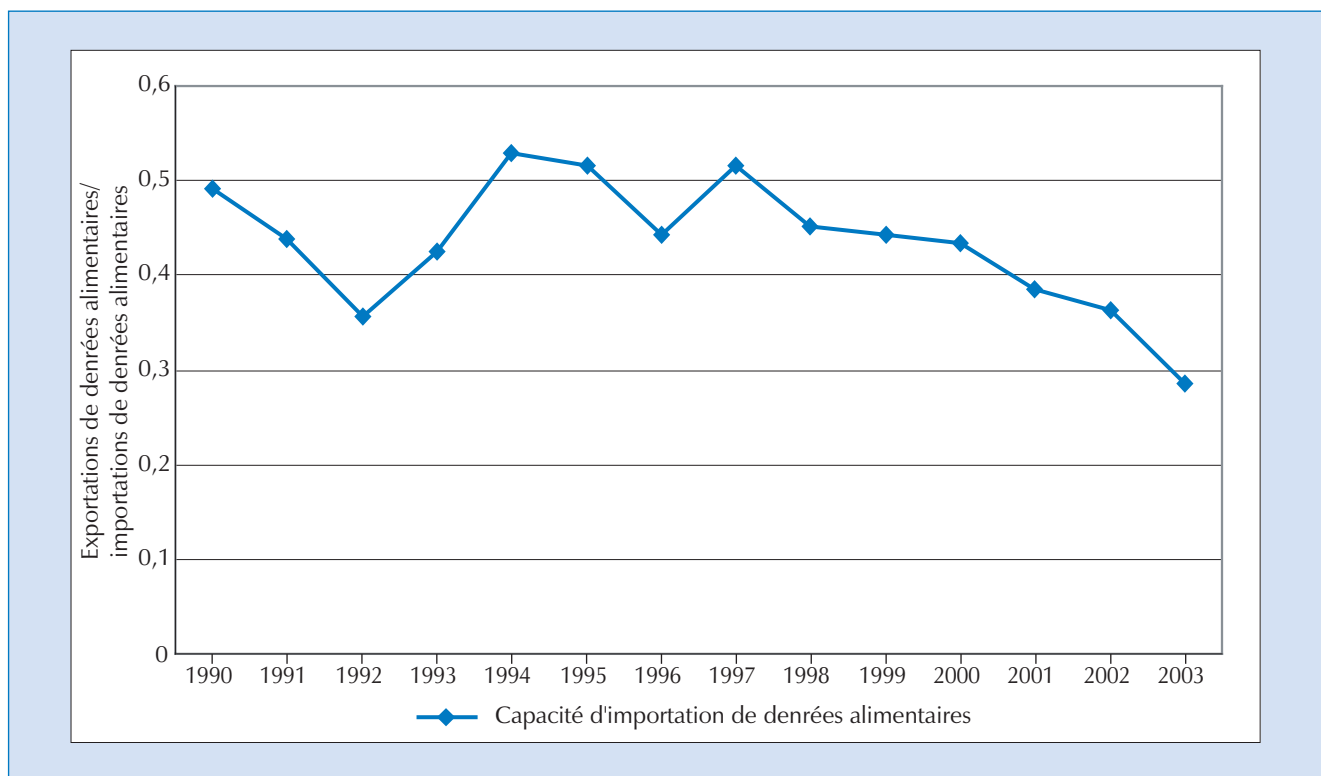
pour s'élever à peine à 2,2 milliards de dollars. Cette détérioration de la capacité d'importation de denrées alimentaires des PMA s'est accélérée en 2000-2001, coïncidant avec le début de la période de hausse des prix de ces produits (voir le graphique 2). Dans ce contexte, les effets à court terme sur les prix des denrées alimentaires de la suppression des subventions aux exportations agricoles dans les pays de l'OCDE, décidée dans le cadre des négociations de Doha, devront être suivis attentivement.

Parce qu'ils sont importateurs nets de denrées alimentaires, la plupart des PMA sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix de ces produits et aux conditions financières de leur importation (à savoir le degré de libéralité). Cela vaut particulièrement pour les produits céréaliers, qui ont constitué plus de 40 % des importations totales de denrées alimentaires des PMA en 2000-2003. La hausse conjuguée des prix des denrées alimentaires et des combustibles aura probablement un grave effet préjudiciable sur la balance commerciale des PMA.

Les exportations d'articles manufacturés, en particulier de biens à forte intensité capitalistique, représentent une part plus petite des exportations totales des PMA que de celles des autres pays en développement. En 2000-2003, la part des articles manufacturés dans les exportations totales de marchandises des PMA était de 33 % (22 % sans le Bangladesh). Alors que, pendant la même période, les exportations d'articles manufacturés représentaient 70 % des recettes d'exportation de marchandises du groupe des autres pays en développement (66 % sans la Chine). Les exportations manufacturières des PMA étaient essentiellement composées de produits à forte intensité de main-d'œuvre tels que les textiles, les habits et les chaussures, qui, en 2000-2003, constituaient 23 % des exportations totales de marchandises des PMA (11,8 %

*Les exportations manufacturières des PMA étaient essentiellement composées de produits à forte intensité de main-d'œuvre tels que les textiles, les habits et les chaussures, qui, en 2000-2003, constituaient 23 % des leurs exportations totales de marchandises.*

GRAPHIQUE 2. CAPACITÉ D'IMPORTATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DES PMA, 1990–2003  
(Exportations de denrées alimentaires/importations de denrées alimentaires)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après FAOSTAT, données en ligne.

Note: Les denrées alimentaires comprennent les animaux.

sans le Bangladesh). Par contre, les exportations manufacturières du groupe des autres pays en développement comprenaient de manière prédominante des produits à forte intensité capitalistique tels que les machines et le matériel de transport, qui constituaient 37 % de leurs exportations totales de marchandises (contre 1,6 % dans les PMA). S'agissant des importations, les machines et le matériel de transport représentaient une part plus modeste des importations totales dans les PMA que dans le groupe des autres pays en développement. En 2000-2003, le ratio importations de biens d'équipement/importations totales de marchandises s'établissait en moyenne à 25,8 % dans les PMA contre 42,4 % dans le groupe des autres pays en développement.

Enfin, il convient de noter que, malgré l'essor spectaculaire de leurs exportations, la part des PMA dans les exportations mondiales demeurait marginale aussi bien au niveau global que dans les principaux secteurs d'exportation. En 2000-2003, les exportations de ces pays en tant que groupe constituaient 0,54 % des exportations totales de marchandises dans le monde. Pendant cette période, elles représentaient en moyenne 2 % des exportations mondiales dans les combustibles, 1,8 % dans les matières premières agricoles, 1 % dans les denrées alimentaires, 1 % dans les minéraux, métaux et minerais et 0,2 % dans les articles manufacturés.

---

*En 2003, les flux de capitaux à long terme à destination des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont augmenté de 7,3 milliards de dollars, atteignant un nouveau record à 25,4 milliards de dollars. Cette augmentation concerne essentiellement quelques PMA africains.*

---

## D. Évolution du financement extérieur

### 1. SITUATION GÉNÉRALE

Le total des flux nets de ressources étrangères vers les PMA a progressé en 2003<sup>3</sup> pour la troisième année consécutive. On estime qu'entre 2002 et 2003 les flux de capitaux à long terme à destination des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont augmenté de 7,3 milliards de dollars, atteignant un nouveau record à 25,4 milliards de dollars en 2003, soit une hausse de 40 % par rapport à 2002 et de près du double par rapport à 2000 (voir le tableau 8).

L'augmentation enregistrée entre 2002 et 2003 est essentiellement imputable à une forte hausse des versements de dons et des entrées d'IED à hauteur respectivement de 72 % et 16 %. Elle a concerné essentiellement quelques PMA africains. Il y a eu en particulier un bond des dons (allègement de la dette notamment) à la République démocratique du Congo, une hausse des entrées d'IED en Guinée équatoriale et au Soudan et une progression des flux de la dette privée assortie d'une garantie publique vers l'Angola. En effet, si ces quatre pays (qui sont les quatre PMA où les flux de capitaux à long terme ont le plus augmenté) étaient exclus, les flux de capitaux à long terme à destination des PMA n'auraient progressé que marginalement (2,1 %) entre 2002 et 2003<sup>4</sup>. Les PMA asiatiques et les PMA insulaires n'avaient pas, en moyenne, tiré parti de l'augmentation des flux de capitaux à long terme vers les PMA. En valeur nominale, les flux agrégés nets de ressources vers ces groupes de pays avaient diminué respectivement de 0,8 % et 0,3 % entre 2002 et 2003.

---

*Les ressources publiques et particulièrement les dons, représentaient 70 % et 57 % respectivement des flux agrégés nets de ressources à destination des PMA en 2003.*

---

Les ressources publiques et particulièrement les dons, qui étaient la principale source de capitaux à long terme à destination des PMA, représentaient 70 % et 57 % respectivement des flux agrégés nets de ressources à destination des PMA en 2003. La situation des autres pays en développement en tant que groupe était tout à fait différente: les flux nets de ressources publiques y constituaient seulement 6 % des flux de capitaux à

TABLEAU 8. ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX À LONG TERME ET TRANSFERTS NETS DANS LES PMA, 2000–2003

	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003
	<i>(En millions de dollars)</i>				<i>(En pourcentage du total des flux nets de ressources)</i>			
Total des flux nets de ressources	12 913	16 323	18 086	25 388	100	100	100	100
Flux nets de ressources publiques	9 201	9 747	12 371	17 672	71,3	59,7	68,4	69,6
Dons, hors coopération technique	7 331	7 234	9 296	14 528	56,8	44,3	51,4	57,2
Flux de la dette publique	1 870	2 513	3 075	3 144	14,5	15,4	17,0	12,4
Bilatérale	-564	-395	-211	-381	-4,4	-2,4	-1,2	-1,5
À des conditions de faveur	-478	-396	-152	-196	-3,7	-2,4	-0,8	-0,8
Multilatérale	2 434	2 908	3 285	3 525	18,8	17,8	18,2	13,9
À des conditions de faveur	2 562	3 006	3 444	3 522	19,8	18,4	19,0	13,9
Flux nets de ressources privées	3 712	6 576	5 715	7 716	28,7	40,3	31,6	30,4
Investissements étrangers directs	4 074	6 372	6 119	7 260	31,6	39,0	33,8	28,6
Investissements de portefeuille	2	7	7	2	0,0	0,0	0,0	0,0
Flux de la dette privée	-365	197	-410	454	-2,8	1,2	-2,3	1,8
Non garantie	-49	49	-51	-45	-0,4	0,3	-0,3	-0,2
Assortie d'une garantie publique	-315	148	-359	499	-2,4	0,9	-2,0	2,0
					<i>(En pourcentage du total des transferts nets)</i>			
Total des transferts	9 306	12 354	12 850	19 409	100	100	100	100
Paiements au titre des intérêts sur la dette à long terme	980	833	1 080	1 143	10,5	6,7	8,4	5,9
Rapatriements de bénéfices provenant des IED	2 626	3 136	4 155	4 836	28,2	25,4	32,3	24,9
<i>Pour mémoire:</i>								
FMI, flux nets	-70	217	310	-53	-0,8	1,8	2,4	-0,3
FMI, flux nets assortis de conditions de faveur	58	366	597	51	0,6	3,0	4,6	0,3
FMI, flux nets non assortis de conditions de faveurs	-128	-149	-287	-105	-1,4	-1,2	-2,2	-0,5
Annulation ou réduction de dettes	-912	-3 194	-3 467	-1 847	-9,8	-25,9	-27,0	-9,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2005*, CDROM.

Note: Aucune donnée n'est disponible pour l'Afghanistan, Kiribati, le Timor-Leste et Tuvalu.

long terme et la part de l'IED était de 71 %. Trois autres observations importantes peuvent être formulées à l'issue d'une analyse comparative de la structure des flux de capitaux à long terme vers les PMA et les autres pays en développement. Premièrement, la part des flux de la dette est beaucoup plus élevée dans les PMA (14,2 % en 2003) que dans les autres pays en développement (2,5 %). Deuxièmement, les créanciers multilatéraux représentent la première source de dettes à long terme dans les PMA, alors que dans les autres pays en développement les flux de la dette provenant des créanciers multilatéraux étaient négatifs en 2002 et 2003 et la dette privée non garantie arrivait en tête dans les flux de la dette à long terme. Troisièmement, les flux d'investissements de portefeuille vers les PMA sont négligeables alors qu'ils constituaient plus de 12 % des flux de capitaux à long terme à destination des autres pays en développement en 2003. En d'autres termes, la principale caractéristique distinguant le groupe des PMA de celui des autres pays en développement en matière de financement extérieur est la dépendance croissante du premier à l'égard des financements extérieurs et en particulier des créanciers publics.

La dépendance des PMA à l'égard des financements extérieurs, tels que mesurés par le ratio total des flux nets de ressources/PIB, s'est fortement accrue au cours des dernières années (voir le tableau 9). Ce ratio a augmenté régulièrement entre 2000 (7,8 %) et 2003 (12,7 %) dans le groupe des 44 PMA pour lesquels des données sont disponibles. Par contre, il est passé de 3,5 % à 2,5 % pendant la même période dans le groupe des autres pays en développement<sup>5</sup>. Ainsi, en 2003, en termes quantitatifs, les PMA étaient plus de cinq fois plus dépendants des flux de capitaux à long terme que les autres pays en développement. Si l'on compare les régions, on constate que la dépendance croissante des PMA à l'égard des sources extérieures de financement entre 2000 et 2003 était due aux PMA africains, où le ratio susmentionné est passé de

*Les PMA étaient plus de cinq fois plus dépendants des flux de capitaux à long terme que les autres pays en développement.*

TABLEAU 9. TOTAL DES FLUX NETS DE RESSOURCES EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA, PAR RÉGION, ET DANS LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 2001–2003

(En pourcentage)

	2000	2001	2002	2003
PMA	7,8	9,6	10,1	12,7
PMA africains	10,8	13,6	14,7	18,9
PMA asiatiques	3,5	3,7	3,1	2,9
PMA insulaires	11,6	11,4	9,7	8,2
Autres pays en développement	3,5	3,2	2,4	2,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2005*, CDROM, et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CDROM.

Note: Aucune donnée n'est disponible pour l'Afghanistan, Kiribati, le Myanmar, la Somalie, le Timor-Leste et Tuvalu.

10,8 % en 2000 à 18,9 % en 2003. En revanche, les PMA asiatiques et les PMA insulaires étaient de moins en moins tributaires des flux extérieurs.

Comme conséquence directe de l'augmentation des flux de capitaux à long terme, les transferts nets agrégés vers le groupe des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont progressé de 51 % entre 2002 et 2003 et de 109 % entre 2000 et 2003. Lorsque les quatre pays africains mentionnés plus haut sont exclus, la hausse des transferts nets agrégés est estimée à 0,3 % et 25,5 % respectivement. Si l'on omet la République démocratique du Congo, dont l'allègement de la dette a entraîné une augmentation spectaculaire des versements de dons aux PMA en 2003, le ratio paiement des intérêts à long terme/dons a légèrement diminué à 10,9 % en 2003, contre 13,6 % en 2000, tandis que le ratio rapatriement des bénéfices/dons est passé de 36,5 % à 49,7 % pendant la même période. Il s'ensuit qu'en 2003 60 % environ du montant des dons (à l'exclusion de la coopération technique) versés aux 45 PMA ont été rapatriés sous la forme de paiements d'intérêts et de rapatriements de bénéfices. Dans les quatre PMA exportateurs de pétrole seulement, à savoir l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen, le montant total des rapatriements de bénéfices liés à l'IED était près de trois fois plus élevé que celui des dons versés en 2003.

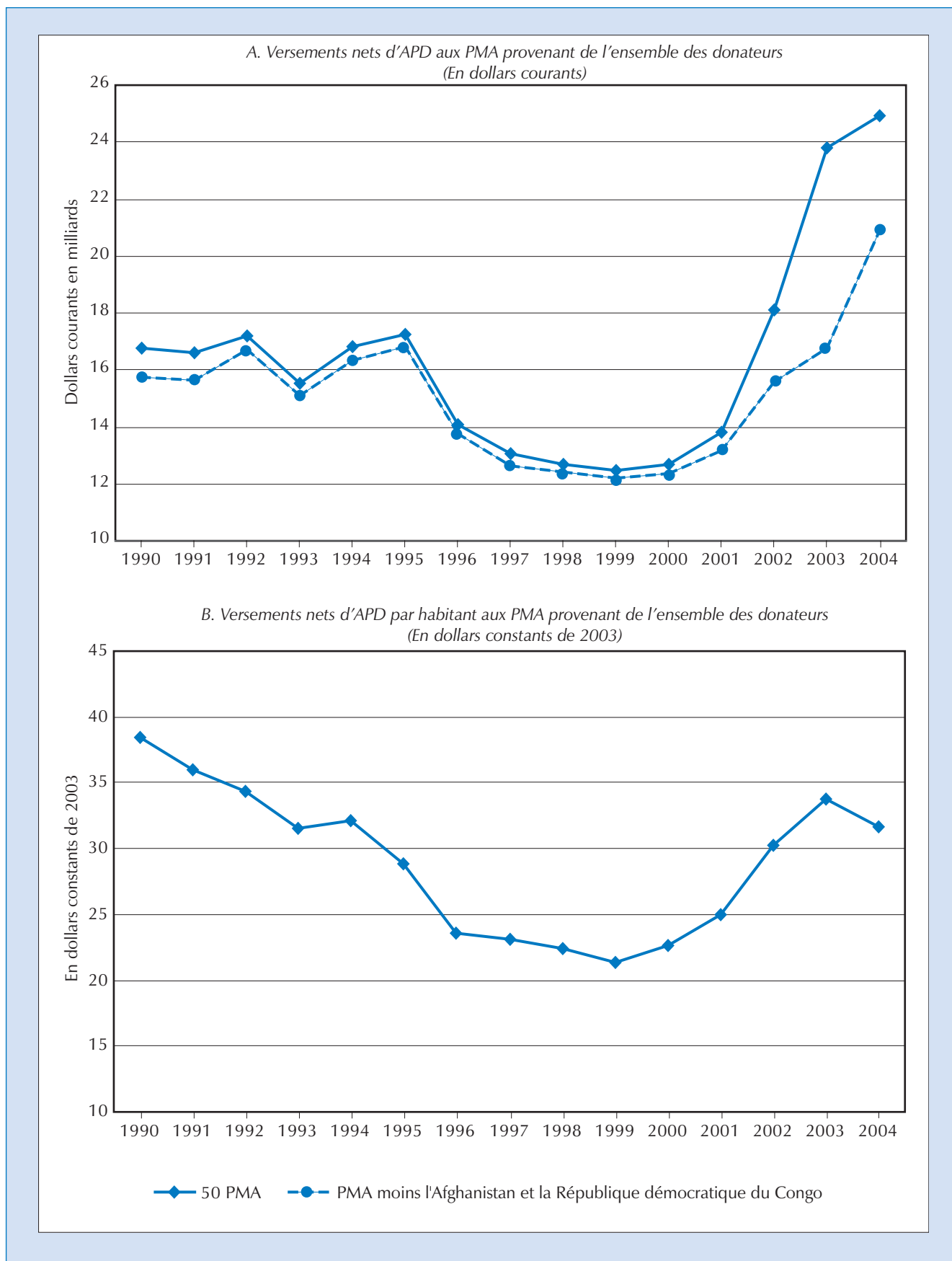
*En valeur nominale, l'aide aux PMA a en fait doublé entre 1999 et 2004.*

## 2. TENDANCES DES FLUX D'AIDE

Selon les chiffres les plus récents provenant du CAD de l'OCDE<sup>6</sup>, l'APD nette à destination du groupe des 50 PMA a progressé en 2004 pour atteindre un montant record de 24,9 milliards de dollars, confirmant la progression de l'aide aux PMA amorcée en 2000<sup>7</sup>. En valeur nominale, l'aide aux PMA a en fait doublé entre 1999 et 2004. Pendant cette période, la progression annuelle de l'APD réelle a été quatre fois plus rapide à destination des PMA que vers les autres pays en développement. En conséquence, la part des PMA dans le total de l'APD versée aux pays en développement a augmenté entre 1999 (23,7 %) et 2004 (31,8 %).

Malgré la hausse spectaculaire du total des flux d'APD vers les PMA pendant la période 1999-2004, il importe de noter trois caractéristiques de la situation actuelle. Premièrement, en valeur réelle, la progression a été beaucoup moins forte. L'APD nette de l'ensemble des donateurs aux PMA a en fait diminué de 4,4 % entre 2003 et 2004 en valeur réelle, après avoir augmenté de 14 % entre 2002 et 2003. En outre, l'APD réelle par habitant versée aux PMA était en fait inférieure de 13,5 % en 2000-2004 par rapport à 1990-1994 (voir les graphiques 3a et 3b). Toutefois, le relèvement de l'aide aux PMA depuis 2000 est l'une des tendances économiques récentes les plus importantes dans les PMA.

GRAPHIQUE 3. APPORTS NETS D'APD EN FAVEUR DES PMA, 1990-2004



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne, décembre 2005.



*L'annulation de la dette, l'aide d'urgence, l'assistance technique et l'aide alimentaire pour le développement ont représenté ensemble 46,5 % du montant total de l'APD nette versée aux PMA en 2004.*

Deuxièmement, une caractéristique importante de cette évolution s'explique par le versement de dons d'annulation de la dette et d'aides d'urgence, qui ont augmenté respectivement de 22,6 % et 27,9 % par an en valeur réelle entre 1999 et 2004<sup>8</sup>. L'annulation de la dette, l'aide d'urgence, l'assistance technique et l'aide alimentaire pour le développement ont représenté ensemble 46,5 % du montant total de l'APD nette versée aux PMA en 2004 (voir le tableau 10) contre 37,5 % en 1995. En 2003, les dons d'annulation de la dette ont constitué près d'un quart du montant total net de l'APD versée aux PMA. Toutefois ce ratio est tombé à 15,1 % en 2004. L'aide d'urgence a représenté 10,5 % et 12,2 % du montant total de l'APD aux PMA en 2003 et 2004 respectivement, alors que la part de la coopération technique était plus élevée, atteignant 17,2 % et 16,5 % respectivement. Si l'on exclut les dons d'annulation de la dette et l'aide d'urgence, la part de la coopération technique dans le montant total net de l'APD versée aux PMA s'établissait en moyenne à 22,6 % en 2004, alors que celle des prêts nets était de 17,3 %.

*Le taux de croissance de l'APD en valeur réelle était toutefois très différent d'un pays à l'autre.*

Troisièmement, le taux de croissance de l'APD en valeur réelle était très différent d'un pays à l'autre (voir le tableau 11). Les entrées d'APD ont progressé de plus de 20 % pendant la période considérée dans six PMA, à savoir l'Afghanistan, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Lesotho, la Sierra Leone et le Soudan. Tous sont des pays touchés par des conflits, à l'exception du Lesotho, et l'augmentation de l'APD est essentiellement due à des montants plus élevés d'allègement de la dette et/ou d'aide d'urgence. L'APD a enregistré une progression particulièrement forte en Afghanistan et dans la République démocratique du Congo, soit 79 % et 93 % par an respectivement pendant la période 1999-2004. En effet, 30 % de l'augmentation de l'aide aux PMA en valeur nominale peut être imputée à ces deux pays (voir le graphique 3a). Par contre, les entrées nettes d'APD ont soit stagné soit diminué en valeur réelle dans près de la moitié des PMA pendant la période 1999-2004, y compris dans 9 des 10 PMA insulaires<sup>9</sup>. En moyenne, l'APD réelle versée à ces derniers a diminué de 3 % en 1999-2004.

*Les entrées nettes d'APD ont soit stagné soit diminué en valeur réelle dans près de la moitié des PMA pendant la période 1999-2004.*

Il ressort d'une comparaison entre les régions que c'est dans les PMA africains que la part de l'APD nette consacrée à l'assistance technique, à l'annulation de la dette, à l'aide d'urgence et à l'aide alimentaire pour le développement dans le montant total de l'APD nette était la plus élevée. Cette part était aussi très élevée dans le groupe des PMA insulaires car la contribution de l'assistance technique était plus grande dans le montant total de l'APD nette versée aux 10 pays de ce groupe qu'aux PMA africains ou asiatiques.

Les données du CAD de l'OCDE sur les engagements d'APD (et non les versements) permettent de ventiler les engagements en faveur des pays bénéficiaires par grands secteurs et aussi par type de flux, à savoir les dons et les prêts à des conditions de faveur. Il en ressort que l'augmentation de l'APD a

TABLEAU 10. APD NETTE ET APD NETTE PAR HABITANT VERSÉE AUX PMA PAR L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 2002-2004

	2002		2003		2004	
	En millions de dollars	\$ par habitant	En millions de dollars	\$ par habitant	En millions de dollars	\$ par habitant
Total des apports nets d'APD	18 094	28,0	23 791	36,0	24 935	35,4
Dons	14 344	22,2	20 359	30,8	21 774	30,9
Aide d'urgence	1 760	2,7	2 497	3,8	3 053	4,3
Dons d'annulation de dettes	2 423	3,8	5 859	8,9	3 762	5,3
Coopération technique	3 406	5,3	4 095	6,2	4 104	5,8
Aide alimentaire pour le développement	603	0,9	624	0,9	658	0,9
Total net des prêts d'APD	3 750	5,8	3 432	5,2	3 134	4,4

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne, décembre 2005.

TABLEAU 11. INDICATEURS DES VERSEMENTS NETS D'APD AUX PMA, PAR PAYS ET RÉGION, ET AU GROUPE DES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PROVENANT DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 1995–2004

	Taux de croissance réel des apports nets d'APD (En pourcentage par an)	Partie A <sup>a</sup> des apports nets d'APD (En pourcentage du total des apports nets d'APD)		Répartition de la partie A (En pourcentage du total des apports nets d'APD)	
		1999–2004	1995–1999	2000–2004	Assistance technique
Afghanistan	79,2	81,6	54,5	20,1	34,4
Angola	17,0	54,6	44,3	12,7	31,6
Bangladesh	-0,5	38,6	42,0	18,6	23,3
Bénin	4,9	33,7	44,0	27,1	16,9
Bhoutan	2,0	37,7	31,5	30,5	1,0
Burkina Faso	5,4	32,1	36,6	19,5	17,1
Burundi	29,0	53,6	51,2	11,3	39,9
Cambodge	7,3	40,5	34,2	29,7	4,5
Cap-Vert	-0,6	43,6	40,8	30,8	10,0
Comores	-0,3	49,1	50,2	40,5	9,7
Djibouti	-4,3	45,3	42,6	37,0	5,6
Érythrée	8,2	43,5	49,1	12,6	36,5
Éthiopie	19,8	39,9	43,5	12,2	31,3
Gambie	8,0	51,8	27,7	20,2	7,5
Guinée	2,0	26,4	53,8	25,0	28,8
Guinée équatoriale	0,5	56,5	60,9	45,8	15,1
Guinée-Bissau	4,9	39,8	46,4	19,2	27,2
Haïti	-5,1	51,9	70,7	44,9	25,8
Îles Salomon	7,2	47,9	66,6	64,5	2,1
Kiribati	-3,7	47,4	56,3	56,3	0,0
Lesotho	21,0	37,0	22,3	18,9	3,4
Libéria	13,4	50,3	77,7	19,7	58,1
Madagascar	19,8	47,5	46,9	15,8	31,1
Malawi	-2,2	28,6	39,1	24,1	15,1
Maldives	-2,0	27,3	33,9	26,6	7,3
Mali	6,7	33,2	41,3	25,5	15,8
Mauritanie	-5,2	25,7	42,4	14,9	27,5
Mozambique	5,2	56,2	46,9	15,6	31,4
Myanmar	5,3	80,7	70,4	43,1	27,3
Népal	0,7	37,7	37,3	30,9	6,4
Niger	19,3	40,6	43,6	15,4	28,2
Ouganda	6,5	30,6	32,1	18,3	13,7
République centrafricaine	-9,0	38,2	50,9	34,2	16,6
Rép. démocratique du Congo	93,0	64,1	74,6	5,6	69,1
Rép. dém. populaire lao	-2,6	30,2	31,8	28,6	3,2
République-Unie de Tanzanie	8,5	32,0	36,0	11,8	24,2
Rwanda	-0,6	52,9	35,2	21,8	13,4
Samoa	1,4	59,6	58,4	58,3	0,1
Sao Tomé-et-Principe	-3,2	43,8	50,5	36,1	14,4
Sénégal	5,9	44,6	57,8	30,5	27,3
Sierra Leone	25,0	40,8	43,4	13,4	30,0
Somalie	7,5	70,4	63,9	12,3	51,6
Soudan	27,6	75,0	69,2	10,7	58,5
Tchad	9,5	27,1	33,2	16,3	16,9
Timor-Leste	-8,5	63,8	56,3	43,2	13,1
Togo	-9,0	39,2	75,0	52,1	22,8
Tuvalu	2,7	39,4	38,1	38,1	0,0
Vanuatu	-7,4	59,5	66,7	65,9	0,8
Yémen	-11,9	29,2	30,5	15,0	15,5
Zambie	2,4	27,0	47,1	17,2	29,9
PMA	12,5	40,9	47,4	18,4	29,0
PMA africains	13,7	40,7	48,4	16,2	34,9
PMA asiatiques	10,8	40,7	43,1	22,9	10,9
PMA insulaires	-3,0	47,5	53,4	44,8	8,6
Autres pays en développement	2,9	43,8	48,7	32,5	16,3

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne, décembre 2005.

a Regroupe l'assistance technique, l'annulation de la dette, l'aide d'urgence et l'aide alimentaire pour le développement.

b Apports nets d'APD consacrés à la partie A des apports nets d'APD moins l'assistance technique.

*Les secteurs sociaux, l'aide d'urgence et les mesures relatives à la dette ont absorbé 62,1 % des engagements totaux d'APD en faveur des PMA en 2002-2004, contre 34,6 % en 1992-1994.*

renforcé la réorientation de l'aide, caractérisée par la part croissante des dons et la diminution de la proportion de l'aide allouée aux investissements dans l'infrastructure économique et dans les secteurs productifs. Le tableau 12 montre que les dons représentaient 76 % du montant total net des engagements d'APD provenant de l'ensemble des donateurs en faveur des PMA en 2002-2004, contre 62 % en 1992-1994 et 68 % en 1999-2001. La part de l'APD consacrée à l'infrastructure économique et aux secteurs productifs a en fait diminué: elle représentait 32 % des engagements d'APD en 1999-2001 et 24 % en 2002-2004, soit moitié moins qu'en 1992-1994 (48 %). Cette tendance est due à la diminution de la part des prêts, une part plus grande de l'aide dans les domaines considérés étant financée par des prêts. Les engagements d'APD destinés à l'infrastructure et aux services sociaux ont constitué 32 % des engagements totaux d'APD en faveur des PMA en 2002-2004. Ils étaient légèrement en baisse par rapport à 1999-2001 (33 %), mais en forte hausse par rapport au début des années 90, lorsqu'ils représentaient moins de la moitié de la part consacrée à l'infrastructure économique et aux secteurs productifs. La diminution de la part destinée aux secteurs sociaux entre 1999-2001 et 2002-2004 n'illustre pas une réorientation des priorités des donateurs au détriment de ces secteurs, mais plutôt l'importance croissante des mesures relatives à la dette et de l'aide d'urgence mentionnées plus haut. Ensemble, les secteurs sociaux, l'aide d'urgence et les mesures relatives à la dette ont absorbé 62,1 % des engagements totaux d'APD en faveur des PMA en 2002-2004, contre 34,6 % en 1992-1994.

TABLEAU 12. RÉPARTITION SECTORIELLE DES ENGAGEMENTS D'APD EN FAVEUR DES PMA, PROVENANT DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 1992-1994, 1999-2001 ET 2002-2004  
(En pourcentage)

	Total des engagements d'APD en faveur des PMA			Financés par des dons			Financés par des prêts		
	1992-1994	1999-2001	2002-2004	1992-1994	1999-2001	2002-2004	1992-1994	1999-2001	2002-2004
Total	100,0	100,0	100,0	62	68	76	38	32	23
Infrastructure et services sociaux	21,2	33,1	32,2	74	68	81	26	32	18
Mesures relatives à la dette	8,3	8,8	17,8	55	94	88	45	6	12
Aide d'urgence	5,1	8,1	12,2	85	86	91	15	14	9
Infrastructure économique, secteur de la production et programme multisectoriel	47,9	32,3	23,5	52	52	57	48	47	41
Infrastructure économique	21,6	16,0	12,7	45	46	47	55	52	50
Secteur de la production	15,6	8,7	5,5	56	61	60	43	38	37
Programmes multisectoriels	10,7	7,6	5,2	59	54	76	41	46	23
Aide en nature/aide-programme	16,7	16,5	13,5	72	73	67	28	27	33

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CAD/OCDE, *International Development Statistics*, données en ligne, décembre 2005.

### 3. TENDANCES DES FLUX D'IED

*Les entrées d'IED dans le groupe des PMA ont atteint le montant record de 10,7 milliards de dollars en 2004, soit seulement 1,6 % des entrées mondiales d'IED.*

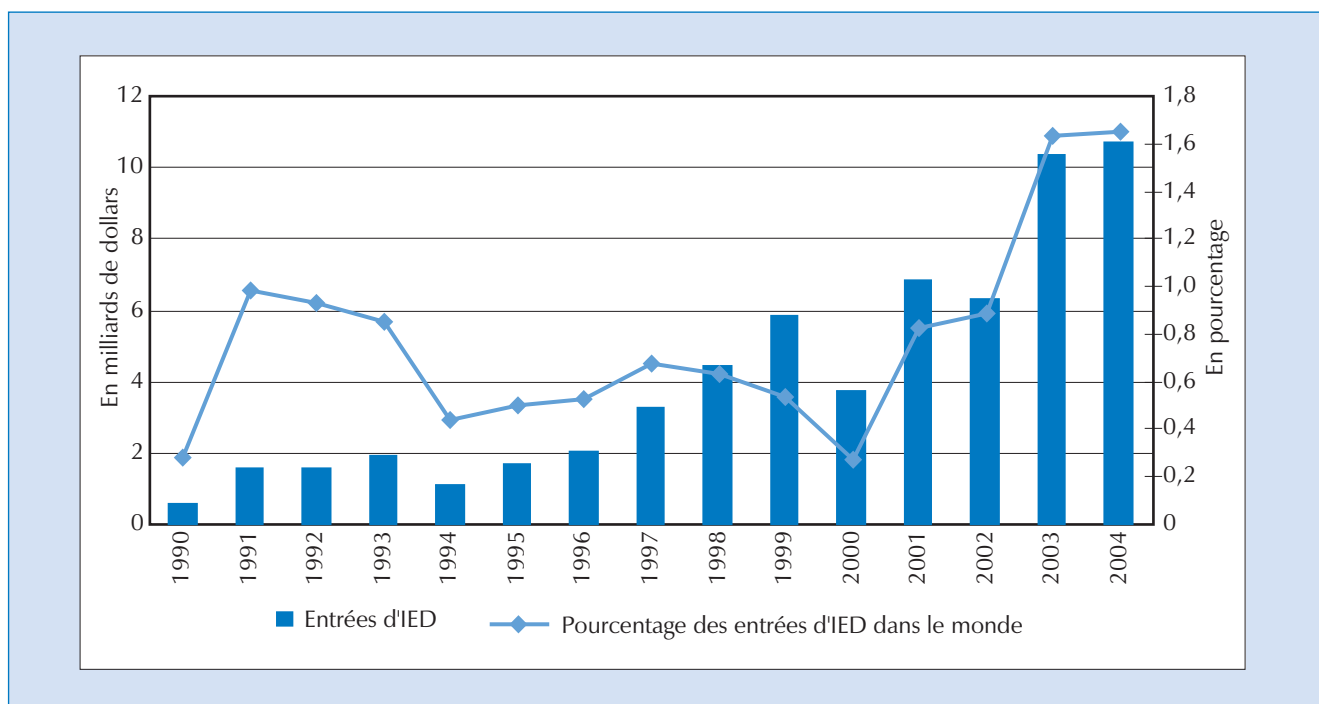
Après une légère baisse en 2002, les entrées d'IED dans le groupe des PMA ont enregistré une hausse spectaculaire en 2003, pour dépasser 10,4 milliards de dollars contre 6,3 milliards l'année précédente. Elles ont augmenté à nouveau en 2004, atteignant le montant record de 10,7 milliards de dollars, soit 1,6 % des entrées mondiales d'IED (voir le graphique 4). En valeur nominale, elles ont progressé de 63,6 % en 2003, de 3,4 % en 2004 et de 69,1 % entre 2002 et 2004. En 2004, le ratio IED/formation brute de capital fixe s'est établi en moyenne à 20,8 % dans les PMA, soit le double du ratio du groupe des autres pays en développement.

Les entrées d'IED dans les PMA restent largement concentrées dans les pays dotés de ressources naturelles. En valeur nominale, elles restent pratiquement

inchangées dans plus de la moitié des pays pour lesquels des données sont disponibles (voir le graphique 5). En effet, la hausse des entrées d'IED dans les PMA est imputable pour moitié aux quatre pays traditionnellement exportateurs de pétrole, à savoir l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen. En 2004, ces quatre pays ont attiré 48,6 % des entrées totales d'IED dans le groupe des PMA. Cette part monte à 55,9 % si le Tchad et la Mauritanie, qui ont récemment accueilli des flux importants d'IED dans le secteur pétrolier, sont ajoutés à la liste. Au cours de la même année, les PMA exportateurs de minéraux ont attiré 12,7 % des entrées totales d'IED dans les PMA. Globalement, 70 % environ des entrées d'IED dans le groupe des PMA sont allés aux pays exportateurs de pétrole et de minéraux en 2004 (voir le tableau 13).

*Les entrées d'IED dans les PMA restent largement concentrées dans les pays dotés de ressources naturelles à hauteur de 70% environ du total.*

GRAPHIQUE 4. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, 1990–2004  
(En valeur et en pourcentage des entrées d'IED dans le monde)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données de la CNUCED sur l'IED et les sociétés transnationales.

Note: Aucune donnée n'est disponible pour Kiribati.

TABLEAU 13. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, 2000–2004

	2000	2001	2002	2003	2004
<b>En millions de dollars</b>					
Total PMA	3 758,1	6 839,8	6 333,2	10 352,6	10 723,0
Dix premiers PMA bénéficiaires	2 766,0	5 689,3	5 303,2	9 099,3	8 966,7
Reste des PMA	992,2	1 150,5	1 030,0	1 253,3	1 756,3
PMA exportateurs de pétrole <sup>a</sup> + Tchad et Mauritanie	1 539,9	4 352,1	3 852,0	7 216,8	5 979,9
PMA exportateurs de minéraux <sup>b</sup>	223,8	201,6	241,4	427,8	1 366,2
Autres PMA	1 994,5	2 274,5	2 233,8	2 705,9	3 356,0
<b>En pourcentage</b>					
Part des 10 premiers PMA bénéficiaires	73,6	83,2	83,7	87,9	83,6
Reste des PMA	26,4	16,8	16,3	12,1	16,4
Part des PMA exportateurs de pétrole <sup>a</sup> + Tchad et Mauritanie	41,0	63,6	60,8	69,7	55,8
Part des PMA exportateurs de minéraux <sup>b</sup>	6,0	2,9	3,8	4,1	12,7
Autres PMA	53,1	33,3	35,3	26,1	31,3

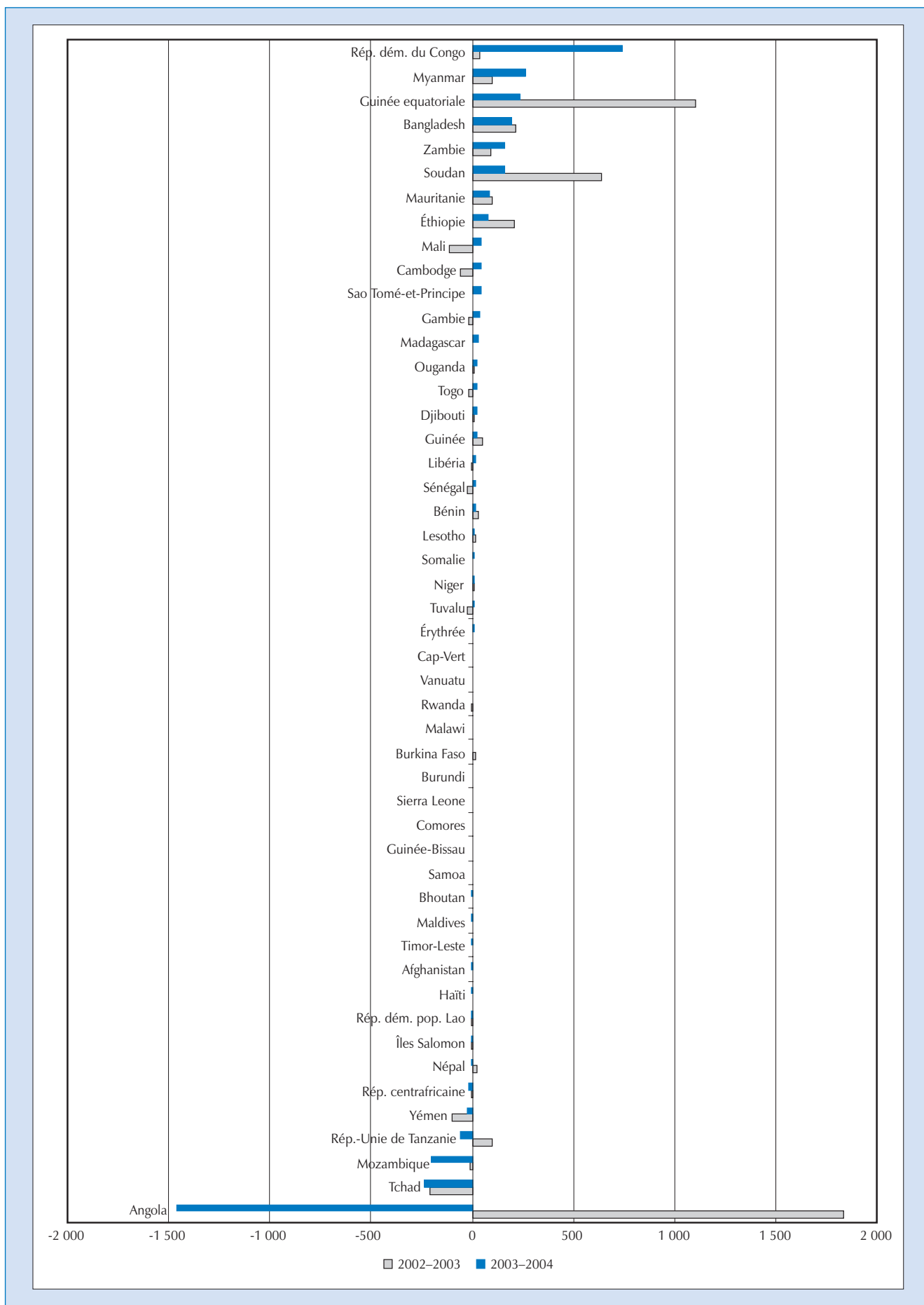
Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales.

Note: Aucune donnée n'est disponible pour Kiribati.

a Les PMA exportateurs de pétrole sont l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen.

b Les PMA exportateurs de minéraux sont la Guinée, le Libéria, le Niger, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et la Zambie.

GRAPHIQUE 5. VARIATION DE LA VALEUR NOMINALE DES ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, 2002–2003 ET 2003–2004  
(En millions de dollars)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données de la CNUCED sur l'IED et les sociétés transnationales.  
Note: Aucune donnée n'est disponible pour Kiribati.

Le fait que les entrées d'IED dans les PMA ont augmenté moins vite en 2004 qu'en 2003 est aussi lié aux résultats enregistrés dans les pays exportateurs de pétrole. Les entrées d'IED ont ainsi baissé de 1,46 milliard de dollars en Angola et de 234,5 millions de dollars au Tchad.

Le tableau 13 illustre le degré de concentration de l'IED dans les PMA et montre que les 10 premiers pays d'accueil ont attiré 83,6 % des flux en 2004. Ces 10 pays sont, par ordre décroissant d'importance, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Myanmar, l'Éthiopie, le Tchad, la République-Unie de Tanzanie, le Bangladesh et la Zambie. À l'exception du Bangladesh, de la République démocratique du Congo et de la Zambie, tous les autres pays figuraient parmi les 10 premiers PMA d'accueil pendant l'ensemble de la période 2002-2004.

On constate que les entrées d'IED dans les PMA ont progressé dans toutes les régions à l'exception des Caraïbes et du Pacifique entre 2002 et 2004 (voir le tableau 14). Les données annuelles montrent que les flux d'IED sont très variables dans toutes les régions. En 2002-2003 et 2003-2004, les entrées d'IED ont augmenté en valeur nominale de 63,6 % et de 3,4 % respectivement dans les PMA et de 4,5 % et 42,7 % respectivement dans le groupe des autres pays en développement. Au sein du groupe des PMA, les entrées d'IED dans les PMA africains (où la plupart des PMA dotés de ressources naturelles sont concentrés) se sont accrues de 66,9 % en 2002-2003, mais ont diminué de 1,3 % en 2003-2004. En comparaison, elles ont progressé dans les PMA asiatiques pendant ces deux périodes. Il convient toutefois de noter que les entrées d'IED dans la République démocratique populaire lao et au Yémen ont enregistré une baisse pendant ces deux années consécutives.

TABLEAU 14. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, PAR RÉGION, 2000–2004

	2000	2001	2002	2003	2004	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004	2002- 2004
	<i>(En millions de dollars)</i>					<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>			
PMA	3 758,1	6 828,2	6 327,2	10 350,6	10 702,1	-7,3	63,6	3,4	69,1
PMA africains	3 035,8	6 118,4	5 765,2	9 624,3	9 496,2	-5,8	66,9	-1,3	64,7
PMA asiatiques	689,9	697,2	524,0	704,5	1 173,3	-24,8	34,4	66,5	123,9
PMA du Pacifique et des Caraïbes	32,4	12,6	38,1	21,7	32,5	202,8	-42,9	49,6	-14,5

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED, base de données sur les IED et les sociétés transnationales.

Note: Dans ce tableau, les petits PMA insulaires ne sont pas représentés en tant que groupe distinct et sont donc pris en compte dans leurs régions respectives.

## E. Tendances de la dette extérieure

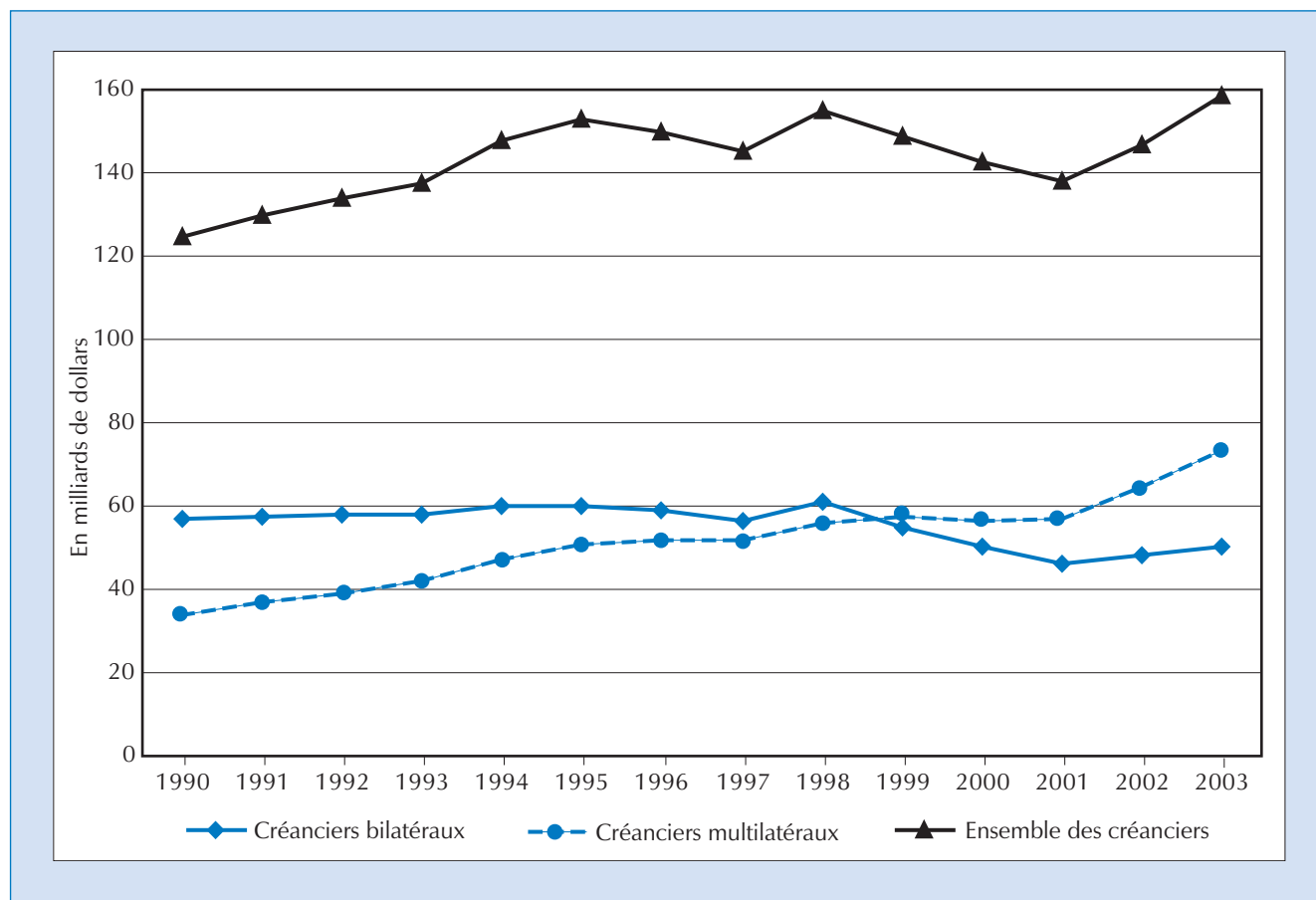
Après avoir diminué entre 1998 et 2001, et malgré une réduction considérable des arriérés, l'encours total de la dette des PMA a augmenté en 2003<sup>10</sup> pour la deuxième année consécutive, atteignant un montant record de 158,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 12 milliards de dollars par rapport à 2002 et de 20,8 milliards de dollars par rapport à 2001. Les données sur la dette par type de créancier montrent que la part de l'encours de la dette contractée auprès de créanciers multilatéraux dans l'encours total a fortement progressé dans les PMA entre 1990 et 2003 alors que l'encours de la dette contractée auprès de créanciers bilatéraux a diminué. En 2003, la dette multilatérale constituait plus de 46 % de l'encours total de la dette des PMA contre 27 % en 1990 (graphique 6). En fait, l'encours de la dette multilatérale a dépassé pour la première fois celui de la dette bilatérale en 1999, c'est-à-dire après le lancement de l'initiative PPTE renforcée<sup>11</sup>. Globalement,

---

*L'encours total de la dette des PMA a augmenté en 2003 atteignant un montant record de 158,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 20,8 milliards de dollars par rapport à 2001.*

---

GRAPHIQUE 6. ÉVOLUTION DE L'ENCOURS TOTAL DE LA DETTE DES PMA EN FONCTION DU TYPE DE CRÉANCIER PUBLIC, 1990-2003  
(En milliards de dollars)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2005*, CD-ROM.

Notes: Les estimations portent sur les 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles. Aucune donnée n'est disponible pour l'Afghanistan, Kiribati, le Timor-Leste et Tuvalu.

L'augmentation de l'encours total de la dette dans les PMA entre 2001 et 2003 est due à près de 80 % à la progression de l'encours de la dette multilatérale. Une répartition régionale montre que l'évolution de l'encours de la dette extérieure est liée à l'encours de la dette des PMA africains, qui représentait 72,8 % de l'encours total en 2003, contre 76,7 % en 1998. Les données sur les pays montrent que, entre 2001 et 2003, l'encours de la dette a augmenté dans tous les pays du groupe des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles à l'exception de la République démocratique du Congo, qui a bénéficié d'un allègement de la dette d'un montant de 10 milliards de dollars dans le cadre de l'initiative PPTTE renforcée, dont la moitié a été consentie au titre de l'année 2003.

Le tableau 15 contient des données sur les tendances récentes des quatre indicateurs de l'endettement des PMA et du groupe des autres pays en développement, à savoir le ratio encours de la dette/PIB, le ratio encours de la dette/exportations de biens et services et rapatriements de salaires, le ratio service total de la dette acquitté/exportations de biens et services, revenu et rapatriements de salaires, et le ratio valeur actuelle nette/revenu national brut (RNB). Les données montrent clairement que l'endettement est environ deux fois plus élevé dans le groupe des PMA que dans les autres pays en développement pour trois des quatre indicateurs. L'indicateur qui fait exception est le ratio service total de la dette acquitté/exportations de biens et services, revenu et rapatriements de salaires, qui, chez les PMA, est inférieur de près de moitié à celui des autres pays en développement.

TABLEAU 15. INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR ET RAPATRIEMENTS DE SALAIRES DES PMA, PAR PAYS ET RÉGION, ET DES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1999–2003

(En pourcentage)

	Encours total de la dette						Total du service acquitté de la dette			Valeur actuelle nette de la dette			Rapatriements de salaires		
	En % du PIB			En % des exportations de biens et services, du revenu et des rapatriements de salaires			En % du RNB			En pourcentage du RNB					
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Angola	97,5	82,2	73,5	136,6	108,1	108,1	22,7	16,3	14,9	142,0	120,5	101,7	0,0	0,0	0,0
Bangladesh	32,5	35,9	36,2	169,4	173,1	168,5	7,5	7,4	6,0	20,1	22,3	25,1	4,3	5,7	5,8
Bénin	70,0	68,1	52,6	264,5	..	..	7,9	..	..	36,2	36,1	28,2	3,6	3,1	2,4
Bhoutan	49,5	62,6	60,6	178,2	272,7	..	4,2	4,6	..	57,4	72,3	73,9	0,0	0,0	0,0
Burkina Faso	54,7	50,9	44,1	483,1	493,4	397,3	13,3	14,9	11,2	26,2	16,2	19,5	1,8	1,6	1,2
Burundi	155,2	191,7	219,9	2 313,5	3 157,5	2 950,6	49,7	61,1	65,8	95,1	115,1	150,4	0,0	0,0	0,0
Cambodge	72,8	72,5	74,3	119,1	114,9	114,5	1,0	0,9	0,9	66,5	67,7	70,2	3,7	3,7	3,4
Cap-Vert	65,6	67,1	60,2	141,9	144,7	125,7	5,5	7,6	5,7	42,3	47,6	50,9	14,9	14,0	11,7
Comores	110,6	109,2	89,1	..	..	..	..	..	..	81,8	85,4	79,5	5,4	4,8	3,7
Djibouti	45,8	56,6	63,4	..	..	..	..	..	..	31,1	37,6	43,7	0,0	0,0	0,0
Érythrée	61,6	82,5	84,5	300,5	403,5	758,9	4,9	7,3	14,1	28,8	38,8	46,8	0,0	0,0	0,0
Éthiopie	88,0	107,5	107,5	565,2	585,4	537,4	18,0	7,6	6,8	45,1	62,9	24,4	0,3	0,5	0,7
Gambie	116,5	154,9	159,1	..	..	..	..	..	..	66,0	77,5	90,4	7,6	9,5	10,8
Guinée	107,0	106,0	95,2	381,1	414,6	398,9	12,3	15,2	15,1	55,3	46,8	58,7	0,3	0,5	3,1
Guinée équatoriale	14,0	12,3	11,0	..	..	..	..	..	..	43,9	..	..	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	335,8	343,5	312,2	862,7	879,0	794,7	30,1	13,8	16,2	213,4	235,5	245,8	5,5	9,2	7,9
Haïti	34,8	36,0	44,8	117,3	113,7	102,1	2,4	2,5	4,1	20,8	22,7	28,6	17,3	19,5	27,9
Îles Salomon	65,9	73,1	73,5	..	..	..	..	..	..	37,8	50,1	59,6	0,8	0,8	0,8
Lesotho	77,9	89,2	62,0	107,6	113,1	93,2	12,3	11,7	8,8	38,4	44,4	47,3	22,2	20,5	13,3
Libéria	404,9	413,7	580,6	1 416,1	1 125,1	1 751,4	0,5	0,4	0,1	489,4	561,3	646,2	0,0	0,0	0,0
Madagascar	91,8	102,7	90,6	319,3	614,0	431,1	5,2	8,7	6,1	51,3	33,3	31,0	0,2	0,4	0,3
Malawi	152,8	154,9	182,9	537,5	608,5	677,9	8,0	6,3	7,7	87,3	50,7	108,1	0,1	0,1	0,1
Maldives	37,6	42,4	39,3	49,7	54,2	47,5	4,6	4,4	3,6	30,6	34,1	34,7	0,3	0,3	0,4
Mali	110,9	84,8	72,3	297,5	234,8	..	8,3	6,9	..	57,2	46,8	42,4	3,6	4,4	3,3
Mauritanie	238,2	228,9	215,8	..	..	..	..	..	..	148,7	56,2	72,6	0,2	0,2	0,2
Mozambique	132,8	132,4	114,1	425,5	433,4	388,2	8,5	6,9	6,9	26,5	26,8	38,1	1,3	1,6	1,7
Myanmar	..	..	..	191,4	216,8	253,0	2,8	3,7	4,2	..	..	..	..	..	..
Népal	48,6	53,4	55,6	201,0	180,2	173,7	6,9	6,2	6,0	29,1	30,9	37,7	2,6	12,2	13,4
Niger	81,7	82,9	77,5	..	..	..	..	..	..	53,8	26,1	25,5	0,4	0,4	0,3
Ouganda	65,7	68,1	72,3	353,5	359,3	385,8	4,7	6,3	7,1	20,0	22,3	32,6	8,7	6,5	4,8
Rép. centrafricaine	85,0	101,8	110,8	..	..	..	..	..	..	54,6	77,9	154,9	0,0	0,0	0,0
Rép. dém. du Congo	236,0	181,3	197,0	..	..	..	..	..	..	250,6	184,9	150,2	0,0	0,0	0,0
Rép. dém. pop. lao	142,6	155,0	134,1	516,4	614,3	591,3	9,0	10,3	10,3	81,0	84,7	90,6	0,1	0,1	0,0
Rép.-Unie de Tanzanie	71,7	75,1	73,0	447,9	446,7	421,4	10,2	6,7	5,1	15,0	18,8	22,2	0,1	0,1	0,1
Rwanda	75,5	83,9	94,1	718,8	970,8	1 044,8	10,3	11,5	14,4	37,3	39,7	57,5	0,5	0,4	0,4
Samoa	86,0	97,4	136,3	..	..	..	..	..	..	59,9	70,2	122,1	19,2	18,7	17,0
Sao Tomé-et-Principe	655,4	622,8	567,4	1 876,7	1 738,7	1 586,6	24,6	25,0	31,0	232,5	252,6	314,2	2,3	2,2	2,0
Sénégal	79,5	81,8	68,0	212,1	218,4	188,2	12,3	11,6	10,4	53,6	52,9	36,4	6,7	7,1	5,4
Sierra Leone	172,9	184,9	203,2	1 413,2	1 168,5	789,0	104,6	17,5	12,4	125,5	102,6	118,2	1,0	2,9	3,4
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	113,2	106,6	98,3	626,2	532,0	459,6	2,3	0,8	0,9	136,7	129,7	120,4	6,1	6,9	7,5
Tchad	66,3	64,0	57,5	..	..	..	..	..	..	41,5	36,8	44,9	0,0	0,0	0,0
Togo	105,9	107,5	97,1	277,6	253,1	203,1	6,4	2,1	1,9	73,2	87,1	91,1	5,4	7,2	6,1
Vanuatu	32,5	38,6	33,5	41,6	72,9	65,0	0,9	1,5	1,4	16,5	24,7	28,1	24,5	3,5	3,2
Yémen	53,3	52,3	49,6	101,6	100,2	95,7	5,2	3,3	3,1	43,6	39,9	40,4	14,6	14,0	12,6
Zambie	155,9	161,7	148,2	512,9	525,1	459,6	11,3	25,4	27,8	127,1	127,3	121,1	0,0	0,0	0,0
PMA	77,5	77,9	74,9	251,4	247,8	238,9	9,3	8,1	7,5	56,9	55,2	54,1	4,1	4,8	4,8
PMA africains	102,6	99,8	94,0	336,5	322,5	304,1	12,8	10,7	9,9	79,1	73,8	69,0	3,1	3,2	3,2
PMA asiatiques	41,9	44,9	44,7	161,1	165,3	165,3	5,6	5,2	4,7	28,0	29,6	32,5	5,3	7,0	7,0
PMA insulaires	74,0	78,7	75,3	107,1	119,3	104,6	4,5	5,4	4,5	45,9	52,8	60,8	9,4	7,0	6,2
Autres pays en développement	34,2	34,8	33,3	116,4	108,2	96,9	19,4	18,0	17,0	34,5	33,5	35,8	1,4	1,7	1,9

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2005*, CDROM, et *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CDROM.

Notes: Les moyennes sont pondérées par le dénominateur et sont sujettes à la disponibilité de données. Aucune donnée n'est disponible pour l'Afghanistan, Kiribati, le Timor-Leste et Tuvalu.



Le fait que le ratio service de la dette/exportations soit bas est néanmoins quelque peu trompeur. Il illustre en partie les bons résultats à l'exportation des PMA, mais aussi la difficulté d'un certain nombre de ces pays d'acquitter les paiements contractuels au titre du service de la dette. Selon la base de données Global Development Finance, les arriérés du capital de la dette à long terme équivalaient à 38 % des exportations de biens et services, du revenu et des rapatriements de salaires dans le groupe des PMA en 2003, contre 2,7 % dans le groupe des autres pays en développement. La même année, le ratio arriérés des intérêts/ exportations de biens et services, revenu et rapatriements de salaires atteignait en moyenne 20,2 % dans les PMA contre 1,5 % dans le groupe des autres pays en développement.

---

*Le taux d'endettement du groupe des PMA est environ deux fois plus élevé que celui du groupe des autres pays en développement.*

---

Une comparaison régionale montre que l'endettement des PMA africains est beaucoup plus élevé que celui des PMA asiatiques. Malgré l'augmentation récente de l'encours total de la dette des PMA évoquée plus haut, il ressort que par rapport à leur PIB ou à leurs exportations de biens et services, leur revenu et les rapatriements de salaires, le taux d'endettement du groupe des PMA a diminué entre 2001 et 2003, ce qui indique que le PIB et les recettes en devises de ces pays ont fortement augmenté pendant cette période. Comme le montre le tableau 15, cette amélioration est essentiellement imputable aux PMA africains. Dans les PMA asiatiques, l'endettement a continué de s'aggraver entre 2001 et 2003.

Lors de l'évaluation des indicateurs de la dette, une attention particulière devrait être accordée à l'évolution des rapatriements de salaires dans les PMA. Par rapport au RNB, ces rapatriements ont régulièrement augmenté dans ces pays et dans le groupe des autres pays en développement pendant la période 1999-2003, atteignant 4,8 % et 1,9 % respectivement en 2003. Ce ratio a enregistré une hausse particulièrement spectaculaire dans les PMA asiatiques, où les rapatriements de salaires ont représenté en moyenne 7 % du RNB en 2003 contre 5 % en 1999. Il a moins augmenté dans les PMA africains, où il est passé de 2,6 % à 3,2 % pendant la même période. La forte et croissante dépendance des PMA asiatiques à l'égard des rapatriements de salaires n'a néanmoins pas suffi à inverser la hausse du ratio encours de la dette/exportations de biens et services, revenu et rapatriements de salaires entre 2001 et 2003. Du fait de la plus forte dépendance générale des PMA à l'égard des rapatriements de salaires, l'issue des négociations commerciales multilatérales sur le mode 4 (mouvement des personnes physiques) de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) pourrait revêtir une importance particulière pour ces pays.

---

*Bien que la situation économique des PMA en tant que groupe continue de s'améliorer, les écarts entre pays continuent de se creuser.*

---

## F. Conclusions

La situation économique des PMA en tant que groupe continue de s'améliorer. En 2004, le taux de croissance moyen du PIB était le taux le plus élevé atteint depuis une vingtaine d'années, soutenu par le montant record des exportations de marchandises et des entrées de capitaux, en particulier sous la forme de dons et d'IED. La plupart des PMA exportateurs de pétrole ont enregistré des résultats particulièrement bons, notamment grâce à la hausse des cours du pétrole. Mais ils n'ont pas été les seuls dans ce cas. En 2004, le taux de croissance du PIB réel était de 6 % au moins dans 15 PMA, dont 11 qui n'exportaient pas de pétrole.

Dans ce tableau général, les écarts entre les PMA constatés pour la première fois au début des années 90 ont continué de se creuser. En 2004, le PIB réel par habitant a stagné ou a diminué dans 14 des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles.

Ces disparités sont liées en partie aux différences d'accès aux sources extérieures de financement. Les entrées d'IED et les dons d'APD, les deux principaux facteurs de l'augmentation des entrées de capitaux, étaient très concentrés. Dix PMA ont attiré 84 % des entrées d'IED en 2004. En valeur nominale, l'aide a effectivement doublé entre 1999 et 2004, mais l'Afghanistan et la République démocratique du Congo ont absorbé 30 % de cette augmentation. En valeur nominale, l'aide dont les autres pays ont bénéficié a beaucoup moins progressé. Elle a soit stagné soit diminué en valeur réelle dans près de la moitié des PMA pendant la même période, notamment dans 9 des 10 PMA insulaires.

Un autre motif de préoccupation est la question de la pérennité des tendances économiques récentes. La croissance des PMA reste fortement tributaire des prix des produits de base, des sources de financement extérieur et des préférences pour les exportations d'articles manufacturés. Le ratio épargne intérieure brute/PIB de ces pays, qui est d'ores et déjà bien inférieur à celui des autres pays en développement, est passé de 13,4 % en 2003 à 11 % en 2004. Pendant cette période, la dépendance des PMA à l'égard de l'épargne extérieure pour financer la formation de capital s'est accrue. De nombreux PMA sont aussi particulièrement vulnérables car ils sont importateurs nets de denrées alimentaires et de pétrole. La hausse conjuguée des prix de ces deux catégories de produits peut aggraver considérablement leur déficit commercial persistant.

La pérennité de la croissance économique récente dépendra en particulier de la mesure dans laquelle les apports existants et additionnels d'APD et d'IED seront utilisés pour réaliser des investissements productifs, aussi bien privés que publics, et favoriseront l'épargne intérieure, les transformations structurelles ainsi que la modernisation et la diversification des capacités de production. Malheureusement, une grande partie de l'augmentation de l'APD est imputable à l'allègement de la dette et à l'aide d'urgence, qui, ensemble, ont représenté 35 % du montant total des versements nets d'APD aux PMA en 2003 et 27 % en 2004. Les entrées d'IED restent concentrées dans l'exploitation des activités extractives. L'encours de la dette extérieure des PMA continue d'augmenter malgré l'adoption de mesures importantes d'allègement de la dette. En 2003, le paiement des intérêts et le rapatriement des bénéfices représentaient 60 % de la valeur des dons reçus (à l'exclusion de la coopération technique).

Enfin, la croissance économique ne sera durable que si elle débouche sur une amélioration des conditions de vie qui profite à toutes les couches de la société. Les progrès enregistrés par un certain nombre d'indicateurs sociaux sont examinés dans le chapitre suivant.

---

*Ces disparités sont liées en partie aux différences d'accès aux sources extérieures de financement.*

---

---

*La pérennité de la croissance économique récente dépendra en particulier de la mesure dans laquelle les ressources financières existantes et additionnelles seront utilisées pour réaliser des investissements productifs, aussi bien privés que publics.*

---

## Notes

1. Si l'on ajoute le Tchad, PMA exportateur de pétrole depuis peu, les exportations de marchandises des cinq PMA exportateurs de pétrole ont augmenté de 20,9 % en 2003 et 40,7 % en 2004, alors que celles du reste des PMA ont progressé de 13,7 % et 15,4 % respectivement.
2. Il s'agit du pétrole brut, des produits pétroliers raffinés et des produits résiduels.
3. Lors de la rédaction du présent rapport, 2003 était la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles dans la base de données Global Development Finance de la Banque mondiale.
4. Si l'on exclut ces quatre pays, le taux de dépendance des PMA à l'égard du financement extérieur tel que mesuré par le ratio flux de capitaux à long terme/PIB passe de 8,5 % en 2000 à 9,3 % en 2003.
5. Les calculs concernent un groupe de 62 pays pour lesquels les données sont disponibles. Si l'on exclut l'Angola, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale et le Soudan, la dépendance des PMA à l'égard des financements extérieurs telle que mesurée par le ratio flux de capitaux à long terme/PIB passe de 8,5 % en 2000 à 9,3 % en 2003.
6. Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
7. En valeur réelle, entre 1999 et 2004, l'APD aux PMA a augmenté de 12,5 % par an. Si l'on exclut l'Afghanistan et la République démocratique du Congo qui, en 2000-2004, ont absorbé 16 % du montant total net de l'APD destinée aux 50 PMA, le taux de croissance moyen de l'APD nette destinée aux 48 PMA restants diminue à 6,7 % par an en valeur réelle. En Afghanistan, l'APD nette a augmenté de 79,2 % par an pendant la période 1999-2004 essentiellement en raison d'une augmentation sans précédent et soutenue de l'aide d'urgence et de la coopération technique. Dans la République démocratique du Congo, l'augmentation annuelle de 93 % de l'APD nette en valeur réelle est imputable à la multiplication des dons d'annulation de la dette, en particulier en 2003, lorsque la dette annulée s'est élevée à 4 milliards 460 millions de dollars contre 160 millions en 2002.
8. Si l'on exclut l'Afghanistan et la République démocratique du Congo, la progression est de 5 % et 25,2 % par an respectivement.
9. On considère que l'APD nette a stagné en valeur réelle quand sa croissance est inférieure ou plus ou moins équivalente à la croissance de la population du pays bénéficiaire.
10. Lors de la rédaction du présent rapport, 2003 était la dernière année pour laquelle des données sur la dette étaient disponibles dans la base de données Global Development Finance de la Banque mondiale.
11. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) se fonde sur une approche globale de la réduction de la dette des pays pauvres très endettés par le biais de programmes d'ajustement et de réforme soutenus par le FMI et la Banque mondiale. Elle a été lancée en 1996 et renforcée après avoir été réexaminée en 1999.